

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 136 — 16 FEVRIER 1963

Un tiers des salariés bénéficient de la quatrième semaine de congé

L'exemple donné par Renault au début de l'année est progressivement imité malgré l'opposition gouvernementale et patronale. (Page 6)

Le Parti Communiste résolu à poursuivre une politique opportuniste

(Page 5)

LES ETUDIANTS DES « SIX » VEULENT UNE EUROPE OUVERTE A LA GRANDE-BRETAGNE ET AUX PAYS DE L'EST

(Page 9)



(Keystone)

IRAK :

un épisode de la guerre du pétrole

Nouveau foyer de troubles au Moyen-Orient : en Irak, le général Kassem qui, en 1957, avait chassé Noury Saïd, en s'appuyant sur l'armée, vient d'être victime, à son tour, d'une révolte militaire. Les communistes, dit-on, continueraient à opposer une résistance au nouveau régime.

Celui-ci est cependant déjà reconnu par l'Union Soviétique, comme par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Il s'est empressé de prodiguer des assurances aux intérêts pétroliers.

Ci-contre : Le général Kassem.

LE HAVRE :

Récession dans une région en expansion

(Pages 6-7)

Révolution africaine

Un nouvel hebdomadaire vient de se lancer dans la bataille de la liberté et de l'indépendance. Il s'agit de *Révolution Africaine*, imprimé à Alger sous la direction de M. Vergès, dont la rédactrice est Zohra Drif.

De nombreux collaborateurs bien connus de nos lecteurs participent à sa publication, tels Georges Arnaud, Siné, Elie Kagan, Marcel Péju, Charles Bettelheim. Dans son premier éditorial *Révolution Africaine* se présente de la façon suivante.

« L'Afrique, notre patrie, est, sur le tiers de son étendue, sous la domination étrangère, spécialement dans les colonies portugaises, en Afrique centrale et du sud. *Révolution Africaine* fera connaître la lutte des peuples de ces territoires et appellera tous les hommes épris de liberté et de progrès à combattre à leurs côtés.

« L'Afrique, notre patrie, est encore dépendante économiquement.

« *Révolution Africaine* fera connaître les expériences concrètes actuellement en cours pour la libération économique de nos pays et pour leur rendre des moyens d'accomplir leur destinée. »

Nul doute que tous nos lecteurs s'intéressant à l'Afrique auront à cœur de soutenir ce confrère à qui *Tribune socialiste* envoie tous ses vœux de succès.

Autopsie d'un meurtre

Georgie Viennet a rassemblé au Palais de la Mutualité, le vendredi 8 février, autour de l'Association française contre la peine de mort, une jeunesse plus nombreuse que celle de plusieurs partis politiques, qui se prétendraient volontiers les « partis de la jeunesse française ».

On remarquait dans le Palais, peuplé jusque sous les combles du balcon, une proportion de quarante jeunes de moins de trente ans pour cinq vieux de plus de trente ans.

L'objet de la manifestation était seulement un débat mené à la tribune par des personnalités de la science, du barreau, du journalisme ou de la politique. Il est certain que l'assistance a été satisfaite d'écouter Jean Rostand, Daniel Mayer, Frédéric Pottecher, André Soubiran, Claudius Petit, Denys Forestier et qu'elle a vivement regretté l'absence de Jean Cocteau et du docteur Schweitzer, que lui promettaient les tracts.

Les orateurs ont expliqué les raisons qui militaient en faveur de l'abolition de la peine de mort, devant un auditoire acquis d'avance à leur profession de foi.

L'ampleur de la manifestation invite à réfléchir. Non-violents, anarchistes, ligues, communistes s'étaient joints aux adhérents de l'association pour assurer les services ordinaires du meeting.

Et les applaudissements unanimes allèrent à des phrases comme celles-ci : « Il y a trop d'érotisme dans la littérature et au cinéma. » « Il ne faut pas que Landru devienne un héros de cinéma. » « Il est plus facile de condamner les blousons noirs que les codes qui les ont produits. » « Il faut un statut des objecteurs de conscience. » « Il faut supprimer les délais de détention préventive. » « L'ordre nouveau à établir, qui continuera notre lutte de ce soir, nous le construirons tous ensemble. » « C'est aux citoyens de faire la République et non à

l'Etat : il faut d'abord oser devenir citoyen. » « Les Français se figurent qu'ils se trouvent dans une période de prospérité étonnante : ils sont dans une période de déséquilibre mental affligeant. »

Cette phrase nous paraît la plus importante : « A une époque où l'opinion publique est capable d'imposer la généralisation d'une action, quand celle-ci est entreprise avec désintéressement, qu'attendons-nous pour agir ? » A partir d'une idée qui est dans l'air : les quatre semaines, par exemple. Ou une autre ?

Les conformistes

Il y a dans le conformisme une espèce de démission permanente. Il est si simple de suivre le courant, comme le chien crevé qui descend la rivière. Il est si confortable de ne jamais naviguer contre le flot. Les gens qui veulent à tout prix remonter le fil de l'eau se donnent bien de la peine. Il faut laisser tomber les rames et se laisser emmener avec les autres vers les rives où il y a beaucoup de monde. Plus on est de fous, plus on rit.

Les conformistes qui veulent que rien ne bouge dans leurs chères habitudes et qui demandent aux autres de prendre des décisions, sont à la noce dans un régime comme le nôtre, où, depuis le haut jusqu'en bas, tout part du Chef, dépend du Guide, provient du Maître.

Les Zuénères que le pays a élus à tour de bras sont les premiers conformistes de la République. Ils sont cou-

verts par le Prince. Ils vivent dans son ombre. Ils sont et ne persévèrent que par lui. C'est lui qui les a faits ce qu'ils sont, de ses mains habiles. Il a soufflé dessus et ces bonshommes se sont mis à marcher.

Et tous dans le même sens !

Deux mille deux cents enfants

A Créteil, où la construction de quatre groupes scolaires est toujours à l'état de projet, où douze cents gosses fréquentent, cette année, l'école des Buttes, la situation est... « difficile ».

L'année prochaine, deux mille deux cents enfants se presseront à la même porte.

Or la municipalité ne semble pas avoir prévu cette montée démographique : la commission de l'Enseignement du conseil municipal de Créteil ne s'est pas réunie depuis deux ans !

La femme et la révolution

« Lorsque l'on discute des droits des femmes, des aspirations des femmes, on s'aperçoit qu'il ne peut y avoir de droits de la femme dans notre Amérique, ni de droits des enfants, ni de droits des mères, ni des épouses, s'il n'y a pas de révolution.

« C'est que dans le monde où vit la femme américaine elle doit nécessairement être révolutionnaire.

« ...On a vu disparaître de

notre pays la conception bourgeoise de la femme. Les conceptions de stigmatisation, de discrimination, ont réellement disparu de notre pays et les masses de femmes ont saisi cette réalité... Un large champ d'action, d'activité, s'est ouvert devant elles. »

Ce discours de Fidel Castro prononcé au Congrès des femmes de toute l'Amérique, ne se limite en aucun cas à cette partie du monde, et tous ceux qui prônent, dans notre société, la libération de la femme devraient en tirer le plus grand profit.

Période pré-électorale en Italie

La campagne électorale va bientôt s'ouvrir en Italie, et la démocratie italienne l'affronte avec le slogan : « La DC est toujours elle-même ». Ceci pour éviter de perdre des voix à droite (en effet, la formule de « centre-gauche », de gouvernement avec soutien socialiste, a été assez bafouée ces jours-ci, la censure s'est renforcée...) tout en espérant quand même profiter à gauche de ce qui a été fait cette année — et diviser, surtout, socialistes et communistes. Mais le slogan de la DC vient de recevoir une ironique confirmation : la commission parlementaire antitrusts s'occupe présentement de la Federconsorzi, énorme groupement de coopératives agricoles, fief de la DC et splendide instrument électoral dans les campagnes.

Il semble que la gestion de cet organisme ne soit pas au-dessus de tous reproches, que son caractère envahissant le rende passible des lois, et peut-être qu'il sera bien difficile d'expliquer aux électeurs où sont passés environ mille milliards de lires. Rumor, ministre de l'Agriculture, accueille avec mauvaise humeur le bruit fait autour de cette affaire : enfin, quoi, que la DC ait toujours considéré les choses de l'Etat italien comme sa chasse gardée, tout le monde le savait, non ? Qu'est-ce qu'il y a de changé ? « La DC est toujours elle-même. »

La R.T.F. à l'heure allemande

Le pouvoir vient, une fois de plus, de se discrediter en interdisant l'émission consacrée à l'anniversaire de la bataille de Stalingrad. Prétérite invoqué, la déclaration du président Khrouchtchev contenait une violente attaque contre le rapprochement franco-allemand.

Voici le passage jugé subversif :

« Il est parfaitement naturel que notre pays pacifique prenne position contre des traités qui contribueraient à la renaissance des anciens foyers de guerre. Dans le passé, une telle politique a coûté aux peuples de l'Europe la mort de millions de leurs fils. Elle est particulièrement dangereuse de nos jours. Quiconque désire réellement la paix en Europe ne doit pas contribuer à ce que les forces de la revanche et de l'agression aient accès aux armes thermonucléaires.

L'inopportunité de cette interdiction paraît si évidente que toute la presse sauf naturellement *La Nation*, a protesté contre cette scandaleuse initiative du Pouvoir.

M. Peyrefitte, ministre de l'Information, avait pourtant déclaré, il y a quelques jours :

« C'est à nous de contribuer à l'éducation du public en encourageant sa demande d'information et en renforçant ses exigences. Le meil-

leur appui pour une démocratie c'est une opinion éclairée et attentive, demandant des informations et capable de juger les informations qu'on lui fournit.

Tous cela confirme que sous le régime gaulliste, la démagogie est devenue la doctrine politique du Pouvoir.

Le révolutionnaire et le psychiatre

« Si vous êtes révolutionnaire, allez vous soigner ! Il y a des psychiatres ! » Voilà une opinion répandue.

« La psychanalyse est une arme idéologique du capitalisme américain. » Voilà encore une opinion très répandue.

Le professeur Cesare Musatti précise dans le numéro du 3 février du « Mondo Nuove », sous le titre « Marxisme et Psychanalyse », que :

— Le marxisme ne se propose pas d'expliquer l'origine des névroses.

— Le marxisme interprète l'Histoire en se basant sur les conflits successifs entre les classes : les bourgeois ont succédé aux seigneurs. Les prolétaires succéderont aux bourgeois.

— Le nombre des névrosés est le même en Europe, aux U.S.A. et en U.R.S.S. Seules les méthodes de traitement diffèrent :

La psychanalyse est remplacée, soit par la religion (Europe), soit par une autre doctrine (les réflexes conditionnés de Pavlov en U.R.S.S.).

Conclusion : la psychanalyse n'a encore posé que des règles imprécises, puisqu'il a été possible de confondre son domaine d'application avec celui d'une autre science : la science politique.

LE BILLET DE JEAN BINOT

Du bon plaisir

CETTE loi créant la cour dite de Sureté de l'Etat que, de toute urgence, le pouvoir modifie avant qu'elle ait servi, voilà qui révèle, on en conviendra, une défaillance technique du système...

Et d'abord un défaut de vigilance de la part du garde des Sceaux qui aurait dû prévoir et empêcher la manœuvre des avocats à Vincennes, laquelle visait à faire durer le plaisir jusqu'au 25 février, à l'heure où sonnerait le glas de la cour militaire dite de justice.

Cependant que la majorité-robot est condamnée — elle — sans recours à mettre au monde un enfant conçu par excès de zèle.

Il pourrait donc se trouver parmi les inconditionnels un petit fûté pour proposer le texte idoine, celui tenant compte en bloc et une fois pour toutes des écarts de température et des sautes d'humeur du pouvoir, et s'inspirant du vieux principe selon lequel toujours l'inattendu arrive... Ça donnerait ce qui suit :

« Proposition de loi. — Article unique : M. le Général fait ce qu'il veut, quand il veut et comme il veut, et même le contraire. « Car tel est son bon plaisir. »

Quatre ans de gaullarchie tiendraient lieu d'exposé des motifs.



SANS ILLUSIONS MAIS SANS PANIQUE

NOUS avons donc mérité beaucoup de sarcasmes et de conseils, venus de gens qui ont pour règle d'agir sans discuter, ou de ceux dont la coquetterie est de discuter sans agir.

Faudrait-il se féliciter, après ce II^e Congrès, d'un débat inachevé, souvent confus, oblique, où l'essentiel s'est estompé sous le brouillard de la procédure ? Qui le prétend ? Mais que veut-on condamner après coup ? Quelles leçons veulent donner les censeurs empressés, amateurs du « jeu politique » comme ils disent, spectateurs sceptiques et impitoyables de nos efforts, hier laudateurs excessifs, aujourd'hui procureurs intransigeants, mais hier comme aujourd'hui profondément irresponsables et étrangers aux contraintes quotidiennes comme aux exigences profondes de notre combat ?

Nous avons mal discuté ? C'est vrai ; car nous n'en avions pas l'habitude. Où donc l'aurions-nous prise, issus de cette gauche intellectuellement passive et docile aux traditions, aux habitudes et aux dogmes. Voulaient-ils que d'un coup ce parti, avide de renouveau, mais frappé de toutes les tares de la gauche traditionnelle, affirme sa doctrine et, d'une plume assurée, rédige son manifeste ?

Était-il donc trop tôt pour aborder des problèmes qui tiennent à l'existence de ce parti en tant qu'instrument d'unification des divers courants du socialisme, en tant que moteur de leur rénovation, de leur adaptation aux tâches de la société contemporaine ?

Pour le Parti, aguerri dans l'action, contre la guerre d'Algérie et le terrorisme fasciste essentiellement, confirmé dans son existence politique par la dernière bataille du référendum et des élections, il était grand temps au contraire d'aborder les questions que le protocole de fusion avait laissées entre parenthèses.

Le reproche que méritent davantage les plus responsables d'entre nous est de ne pas avoir assez tôt préparé le parti à cette épreuve, d'en avoir, du sommet, imposé le schéma, de ne pas avoir assez franchement, assez directement situé l'enjeu : faire vrai-

ment le Parti, passer du stade de la coexistence à celui de la fusion grâce à la définition d'une politique fondamentalement nouvelle.

Car, dans la période présente, celle où le répit accordé au gaullisme nous impose de regrouper les forces et de préciser notre stratégie, d'éduquer les militants et d'assurer des cadres, dans cette période où le relâchement de l'action distend naturellement les liens, la simple coexistence ne peut suffire. Et faute de se définir, de s'unifier réellement, le Parti retournerait très vite à l'éparpillement.

Mais ce passage est périlleux et douloureux. Qui en doutait ? Qui donc pensait qu'un parti, et celui-ci surtout, se ferait sans coups, sans tiraillements, sans quelques défaillances aussi ? Étranges révolutionnaires, ceux qui prêts à renverser les montagnes seraient transis devant le premier obstacle et démoralisés par les rigueurs de l'affrontement.

La panique devant la discussion serait signe d'incapacité du Parti à assumer une partie de ses tâches, à contribuer, pour une part décisive, au renouvellement doctrinal du mouvement ouvrier. Le devoir des plus responsables est de combattre cette panique et d'en tarir les sources.

Mais il y a l'inquiétude des militants, des sympathisants qui veulent que ce parti vive et qui jugeraient sévèrement des déchirements irresponsables.

Ce sont nos inquiétudes à tous qui faisons ce parti avec notre temps, notre dévouement, de nos espérances. Pour que puisse être ultérieurement reprise, plus méthodique et plus assurée, la discussion doctrinale, il faut préserver l'essentiel, cet assemblage fragile et battu de tous les vents, où le débat justement est possible, où nous avons commencé à vivre ensemble.

C'est cela, la volonté de vivre ensemble, le Parti lui-même qu'il faut mettre hors du débat.

La direction nationale désignée voici dix jours doit se plier à cette exigence essen-

tielle. Elle a pour tâche collective de donner au Parti, après l'épreuve, plus de cohésion et d'efficacité, de le faire s'exprimer, s'extérioriser. Parce que nous avons eu, entre nous, ce débat et quelqu'en ait été la valeur propre, il faut rechercher le contact, la discussion avec les autres secteurs de la gauche et non nous replier, attendre, faire pénitence.

Il faut en de multiples petites réunions, par des publications (journaux régionaux, bulletins ronéotypés) expliquer la signification politique de nos débats, en dégager les points d'application pratique qui sont l'affaire de tout le mouvement ouvrier syndical et politique.

Dès jeudi, la délégation permanente élue par le C.P.N. connaîtra des propositions de travail des principales commissions nationales du Parti. Elles devront nous permettre de donner sans tarder des directives d'action. Nous devons actualiser les initiatives qui avaient été envisagées pour organiser la résistance à l'engourdissement de la vie démocratique, notamment en ce qui concerne les moyens et les méthodes d'information.

Nous allons entreprendre, contre les monstrueux et ridicules projets de la force de frappe gaulliste une campagne qui bousculera les conformismes symétriques des atlantiques et des varsoviens.

Nous avons à achever la rédaction du programme et à provoquer, sur le programme comme sur les conditions de l'unité un début de discussion publique. Ce sera la meilleure réponse à ceux qui ont pu spéculer sur nos défaillances, la plus efficace réplique au silence calculé et attentif de l'état-major communiste et aux ironies empressées de certains autres.

Prendre toute occasion enfin, et d'abord celle de la reprise des cartes souvent retardée par la tenue des congrès, pour renforcer les effectifs du Parti. C'est déjà le cas en plusieurs sections de la région parisienne.

Ainsi ferons-nous pour construire le Parti, sans illusions mais sans panique.

Jean Poperen.

LE REGIME A BESOIN D'UNE "ARMEE DE METIER"

LORS de la discussion du budget militaire, il y a quinze jours, le gouvernement avait laissé proposer par un député de sa majorité, M. Sanguinetti, une véritable « suppression » du service militaire. Une fois le budget voté, de Gaulle s'est empressé de faire savoir qu'il n'en était pas question... Évidemment ! Le service de 16 mois à partir de 1964 ou 1965, c'est possible, mais la conscription doit rester la base de la politique de la « défense nationale ».

La vérité, c'est que de Gaulle vise à combiner deux organisations militaires, destinées à assumer trois tâches distinctes. L'organisation essentielle, c'est celle de la « force de frappe », d'unités modernisées articulées autour de l'emploi de l'arme atomique. Cette organisation devien-

drait une vraie « armée de métier », où ne serviraient par roulement que de faibles fractions d'appelés soigneusement sélectionnées. L'autre organisation serait celle des divisions conventionnelles des armées de terre et de l'air, où les appelés pourraient accomplir un service de durée variable, selon les spécialités et les armes, de 6 mois à 16 ou 18 mois. Ces unités auraient à la fois une mission d'intervention dans des conflits localisés ou conventionnels, et une tâche de « défense intérieure du territoire », en liaison avec les réserves instruites.

Le régime disposerait ainsi à la fois de troupes de métier, très modernes, ou de police, et de troupes d'appelés, le tout pour mener une politique internationale et intérieure sur laquelle il n'existe actuellement aucun

contrôle. De Gaulle veut avoir l'instrument militaire de sa politique. Comme pour tout régime autoritaire et antidémocratique, une armée docile est son principal appui.

Beaucoup de gens ne comprennent pas toujours le danger que représente la politique militaire gaulliste. Le monde s'habitue tellement aux « régimes de colonels » ou de généraux qu'on n'y croit pas, surtout depuis que la plus grande partie des parliaments de l'O.A.S. s'est repliée derrière l'U.N.R. Pourtant, c'est une menace permanente, qui ne vise peut-être pas pour le moment au coup d'Etat, mais qui est bien plus grave parce qu'elle s'incarne dans la politique militaire officielle.

Le danger de la militarisation accentuée de la France ne peut être

écarté qu'en s'attaquant au régime lui-même, qui est fondé sur cette militarisation. Ses effets ne sont peut-être pas aussi évidents à tous les yeux que ceux de la politique sociale. Mais ils sont d'encore plus vaste portée.

Les accords militaires franco-allemands, l'entente « stratégique » avec Franco sur le dos des travailleurs espagnols immigrés et des républicains émigrés, la politique atlantique d'intégration militaire (dans laquelle de Gaulle veut seulement jouer un rôle plus grand), la fabrication accrue d'armes nucléaires, tout cela dessine un avenir d'aventures. A nous de mobiliser l'opinion pour lui barrer la route.

Pierre Naville.

Diversité dans les mouvements socialistes étrangers

T. S. — Voulez-vous que maintenant nous envisagions deux autres problèmes :

1° Croyez-vous qu'une tentative identique à celle du P.S.U. soit possible dans votre pays ?

2° La diffusion de « Tribune Socialiste » est-elle possible dans votre pays ?

M. Bina (Iran). — La question ne se pose pas, puisque nous avons un parti presque identique au P.S.U. Quant à la diffusion de la « Tribune Socialiste », tant que le régime despotique du Chah continuera, tous les journaux progressistes seront interdits en Iran.

Il existe une seule voie, c'est l'envoi clandestin des journaux. C'est ce que nous faisons.

Suisse : une nouvelle gauche et le parti socialiste

M. Sandoz (Suisse). — En Suisse, la situation est assez simple du fait que, d'une part, le parti communiste est extrêmement faible — cela ne pose pas de problèmes — et qu'il existe, dans certaines régions du pays, une nouvelle gauche qui, d'une manière générale, s'est distancée du parti spécialement en ce qui concerne les questions militaires et plus particulièrement le grand problème à l'ordre du jour en Suisse : l'introduction éventuelle de l'armement atomique dans l'armée suisse.

T. S. — Avez-vous des contacts avec la nouvelle gauche ?

Oui, nous avons des contacts réguliers avec la nouvelle gauche. Il y a, je dois dire, une collaboration très étroite entre le parti socialiste et cette nouvelle gauche. Il n'y a pas de problèmes.

Je précise une chose, c'est que, pendant des années, le mouvement socialiste suisse a été fortement influencé par le mouvement socialiste français et, pour les raisons que vous connaissez, je puis dire que maintenant cette influence a beaucoup diminué.

Par contre, l'influence de la « Social-Démocratie » allemande, d'une part, et du Parti travailliste, d'autre part, joue un rôle considérable dans l'évolution du parti. Elle a joué en particulier un rôle, j'en suis persuadé, lorsqu'il s'est agi, il y a deux ans, d'élaborer un nouveau programme qui, comme le programme socialiste allemand, en particulier, abandonne presque totalement certains principes qui, jusqu'à présent, étaient défendus par les socialistes, en ce qui concerne les réformes de structures et les nationalisations.

Je pense que le Parti socialiste suisse ne progresse pas. Je dirais même qu'il y a une légère régression. Nous représentons, depuis peut-être trente ans, environ 25 % du corps électoral. Nous avons au Parlement 50 députés sur 200. C'est un chiffre qui ne varie pas depuis bientôt vingt ans.

T. S. — Quelles sont les raisons de cette stagnation ?

Si nous voulons progresser, je pense qu'il faudra bien que nous nous penchions, une fois ou l'autre, sur ces problèmes de structures, de transformation de la société, du régime capitaliste, parce que nous vivons dans un pays qui, depuis la guerre, connaît une prospérité inouïe, mais où les salariés ne profitent pas de la répartition des richesses nationales comme ils devraient en profiter.

Je pense que si, en France, surgissait une force politique capable d'apporter des solutions aux problèmes de notre temps, cela aurait une grande répercussion chez nous, en particulier, puisque nous sommes, je crois, avec la Belgique, un des pays qui lisent le plus la presse française.

Je répondrai à votre deuxième question en disant ceci : si nous représentons 25 % du corps électoral, nous n'avons jamais été en mesure chez nous de mettre sur pied une presse à l'importance de notre parti, d'abord, parce qu'il y a des questions de langues, ce qui rend la situation difficile, et les moyens financiers nous ont toujours manqué, si bien que je pense que, de tous les partis socialistes européens, nous sommes certainement le parti le plus pauvre et le plus démuné dans ce domaine de la presse, démuné de moyens d'action.

Nous avons déjà demandé à un certain nombre de camarades de s'abonner à la « Tribune Socialiste ». Je ne sais pas combien d'abonnés vous avez en Suisse, à l'heure actuelle ; j'en suis un, mais je pense que c'est un chiffre très faible, et je ne voudrais pas vous donner d'illusions en vous disant

Dans le dernier numéro de T.S., les délégués et journalistes étrangers participant à la « table ronde » nous avaient donné leur point de vue sur « le P.S.U. vu par les mouvements socialistes étrangers ». Cette semaine, ils répondent aux deux dernières questions proposées par T.S.

Nous rappelons le nom des participants : Harrington (Etats-Unis), membre du Comité national du « New American Party Socialist » ; Burden, (Grande-Bretagne), directeur du « French Review Socialist » ; Kallel (Tunisie), représentant du Néo-Destour.

Hampl Vesely (Tchécoslovaquie), de l'Agence tchécoslovaque de presse (à titre personnel) ; Vukoge Bulatovic (Yougoslavie), de l'Alliance socialiste du peuple des travailleurs de Yougoslavie ; Yosha Rash (Israël), du journal du Mapam « Al Hamishmar » ; Sandoz (Suisse), membre du Comité central du parti socialiste suisse ; Bina (Iran), délégué de la « Ligue des socialistes iraniens ».

Dominique Laury menait le débat.

tage nucléaire ; mais 99 % des Américains sont pour la politique de Kennedy.

Nous avons de grosses difficultés en politique internationale pour la lutte contre le désarmement atomique, la bombe H, etc.

Enfin, en ce qui concerne la « Tribune Socialiste », vous voyez comment je parle français, et encore je parle mieux que beaucoup d'Américains. Il n'est pas possible, aux Etats-Unis, à cause de la langue, d'avoir une « Tribune Socialiste ». Il n'y a que parmi les intellectuels, c'est la seule possibilité.

Tchécoslovaquie : difficultés de langage

M. Hampl Vesely (Tchécoslovaquie). — En ce qui concerne la diffusion de la « Tribune Socialiste », elle est suivie par les spécialistes des affaires françaises. Etant donné les difficultés de langage, je ne crois pas que les possibilités d'une diffusion dans le grand public soient très grandes.

Tunisie : « T. S. » est appelée à une plus large diffusion

M. Kallel (Tunisie). — Votre organe parvient en Tunisie, comme la plupart des journaux français, mais quant au nombre de lecteurs, je ne pense pas qu'il soit assez important. Il est possible de le développer.

Evidemment, je crois qu'il est lu actuellement par la minorité qui parle français et qui s'intéresse de très près à la vie politique française. Mais étant donné l'orientation actuelle du Néo-Destour, je crois que votre organe est appelé à une plus large diffusion.

Israël : Le Mapam, un véritable parti socialiste

M. Yosha Rash (Israël). — En ce qui concerne le parti, je voudrais dire ceci : c'est que, dans le domaine extérieur, nos rapports amicaux avec le parti socialiste de Nenni, avec le P.S.U., avec la Yougoslavie, notre participation au Conseil mondial de la paix, notre participation au colloque méditerranéen de Florence, donnent une idée de notre place dans l'éventail politique, et cela dans le domaine de la politique extérieure.

Je voudrais citer rapidement quelques points au sujet de notre politique intérieure. Tout d'abord, une de nos luttes est la lutte pour la consolidation de la démocratie en Israël, qui est mise en question par Ben Gourion.

Nous luttons pour l'égalité et l'amitié entre la majorité juive et la minorité arabe en Israël et nous en donnons l'exemple, parce que notre parti est un parti binational, où l'égalité entre Juifs et Arabes est totale.

T. S. — Et sur le plan social ?

Nous luttons aussi, dans le domaine social, pour la justice sociale, contre le blocage des salaires, alors que la bourgeoisie s'enrichit, sous la protection du Mapai (parti de Ben Gourion, au pouvoir) et de ses partenaires de la coalition gouvernementale.

Nous avons, dans notre parti, la principale et la plus importante fédération de kibboutz, qui fait partie du Mapam. Je suis moi-même membre d'un kibboutz. Nous considérons que c'est une contribution originale et intéressante que nous apportons à la lutte pour le socialisme. Cela, pour indiquer où nous nous situons au point de vue politique.

T. S. — En Israël, on lit de nombreux journaux français, mais connaît-on « Tribune Socialiste » ?

Je dirai ceci : en Israël, un hebdomadaire comme « France-Observateur » connaît depuis longtemps déjà une diffusion importante qui paralyse celle de « Tribune Socialiste ». Mais je crois que, parmi les socialistes avancés en Israël qui sont francophones, et ils ne sont pas nombreux, on devrait essayer de mieux faire connaître ce journal.

Dominique Laury. — Je vous remercie pour votre participation à cette table ronde. Vos déclarations démontrent l'intérêt et la sympathie que soulève le P.S.U. dans les milieux socialistes étrangers.

Je suis convaincu que ces échanges de vue très fructueux permettront de resserrer les liens, que nous voulons toujours plus amicaux, entre les mouvements socialistes de vos pays et le P.S.U.

que nous allons pouvoir vous garantir demain un certain nombre d'abonnements, puisque nous-mêmes n'arrivons pas à décider nos militants à s'abonner à notre presse socialiste, dans notre pays. Il y a un obstacle d'autant plus grand à essayer de les abonner à un journal étranger.

Yougoslavie : un pays socialiste

M. Vukoje Bulatovic. — Je suis sûr que la première question ne se pose pas en Yougoslavie : c'est un pays socialiste et je représente justement un mouvement très large, qui groupe toutes les forces qui luttent pour le socialisme dans le pays.

Pour la deuxième question, je crois que vous avez déjà quelques abonnés, plutôt des collectivités que des individus.

On pourrait peut-être faire quelque chose pour les abonnements individuels. Mais je ne suis pas sûr qu'il y en aurait un grand nombre, parce qu'il y a d'autres journaux il n'y a pas beaucoup de gens qui parlent la langue.

Grande-Bretagne : un prochain gouvernement travailliste

M. Burden (Angleterre). — Pour la première question, nous sommes, surtout après la mort de Gaitskell, tout à fait convaincus que nous ne devons pas augmenter les divergences dans le parti, parce que nous sommes maintenant presque certains d'avoir le gouvernement aux prochaines élections. C'est un argument très important. Si on essaie d'introduire une tendance à gauche dans le parti travailliste, on ne réussira pas.

Pour la deuxième question, il s'agit d'une question de langage. Les Anglais sont toujours paresseux et ne savent pas lire le français.

Etats-Unis :

la lutte contre les racistes du Sud

M. Harrington (Etats-Unis). — Aux Etats-Unis, la situation est très difficile pour notre petit mouvement socialiste. La gauche américaine est libérale, pas socialiste. La gauche américaine manque de tradition socialiste. Quand on dit « socialiste » aux Etats-Unis, pour la moitié du peuple, c'est dire « communiste » et pas simplement communiste mais « staliniste », c'est-à-dire « totalitaire ». C'est très difficile pour nous, il faut que nous disions toujours : « Nous ne sommes pas totalitaires, nous sommes démocrates, etc. »

Notre espoir, aux Etats-Unis, est dans la lutte, dans le parti démocratique, entre la gauche, c'est-à-dire les syndicalistes, les noirs, les libéraux de la classe moyenne, et les racistes du Sud, qui sont des membres du parti démocrate américain.

T. S. — Quelle est votre position sur la politique étrangère des Etats-Unis ?

Une autre difficulté se trouve dans la politique internationale : par exemple, pendant la crise cubaine, le parti socialiste américain a pris une position contre le chan-



HARRINGTON
(Etats-Unis)



H. VESELY
(Tchécoslov.)



BURDEN
(G.-B.)

L'UNITÉ DU TIERS-MONDE

Il y a deux ans, mourait Patrice Lumumba, lâchement assassiné par Tschombé avec la bénédiction du capitalisme international.

Nous devons, avant d'aborder l'actualité internationale, évoquer le souvenir de celui qui écrivait dans sa dernière lettre :

« L'Afrique écrira sa propre Histoire, et elle sera, au nord et au sud du Sahara, une Histoire de gloire et de dignité. »

Testament prophétique, au moment où s'achève la conférence de Moshi, il reste d'une actualité immédiate.

★

La troisième conférence de l'Organisation de solidarité afro-asiatique s'est défini deux tâches prioritaires :

— Favoriser au maximum les luttes pour la libération des régions d'Afrique et d'Asie encore dépendantes ;

— Créer, puis coordonner les fronts nationaux, afin de rendre plus efficace leur lutte pour l'indépendance.

Le contenu de ces textes a été précisé par plusieurs résolutions. Il y est précisé d'aider « financièrement et militairement les combattants de la liberté ».

D'autre part, les Etats-Unis et le Marché commun sont dénoncés comme menant « une politique néo-colonialiste ».

Enfin une recommandation demande « que la Chine et l'Inde acceptent les propositions des Six de Colombo, pour le règlement des problèmes frontaliers ».

★

Tous les délégués s'étaient trouvés d'accord pour réclamer l'unité dans la lutte.

A l'autre bout de l'Afrique, c'est de l'unité dans la paix dont il est question.

A Rabat se réunissent, cette semaine, les ministres des Affaires étrangères d'Algérie, de Tunisie et du Maroc.

Si le but principal est la réconciliation de MM. Ben Bella et Bourguiba, il est certain que les conséquences des initiatives de Hassan II feront que cette réunion débordera du cadre initial.

Le roi Hassan II a proposé que les ambassadeurs maghrébins participent aux Conseils des ministres lorsqu'un problème intéressant leur pays y sera traité.

Cependant, et nous ne pouvons que le regretter, il est probable qu'à court terme pour le moins, le différend algéro-tunisien ne sera pas facilement résolu.

★

En un autre point du Tiers-Monde c'est la guerre civile.

Kassem, après quatre ans de règne, vient d'être exécuté.

Son successeur, le colonel Aref était connu pour ses sentiments pro-nassériens, malgré cela les trois principaux ministres sont « baassistes », c'est-à-dire socialistes-nationalistes arabes, et ceux-ci représentent sans doute la force prépondérante actuellement en Irak.

Cependant la chasse aux communistes fait rage, suivant en cela les traditions nassériennes.

L'orientation future du Moyen-Orient dépendra probablement des rapports Irak-Egypte.

★

Dernier fait de cette fin de semaine fort chargée: l'article de « La Pravda » du 10 février, dans lequel il est proposé à la Chine des rencontres bilatérales de préparation à une conférence de tous les partis frères.

La fin des attaques chinoises contre la Yougoslavie est posée, c'est le fait important, comme préalable.

De Moshi à Pékin et de Rabat à Bagdad, l'unité du Tiers-Monde est en train de se construire. Le devoir de tous les socialistes est d'y aider concrètement.

Frédéric Desnaut

Après la Conférence nationale du Parti Communiste

STAGNATION DES EFFECTIFS, IMMOBILISME POLITIQUE

LE P.C.F. a tenu les 2 et 3 février 1963 une conférence nationale consacrée essentiellement aux problèmes d'organisation. Comme à l'accoutumée dans ce genre d'assemblée les dirigeants y ont réaffirmé un certain nombre de principes en vigueur depuis longtemps, mais il faut noter aussi que le rapport de Georges Marchais apporte de nombreuses données utiles pour apprécier l'état réel des forces du P.C.F.

Il faut retenir en premier lieu une affirmation assez optimiste; le bilan des adhésions nouvelles est positif: 48.000 en 1962, contre 23.000 en 1961. Bien plus ce chiffre dépasse celui assez favorable de 1956, 42.000.

Cependant ce bilan ne permet pas de crier victoire et de prédire un complet renversement de la tendance à la stagnation qui existe depuis des années. Georges Marchais l'admet lui-même en faisant remarquer que sur 48.000 adhésions le gain réel est de 18.000 seulement, ce qui implique que les 30.000 disparitions sont dues, mis à part les décès, au départ d'anciens adhérents et à la perte en cours de route des nouveaux.

La raison principale de cet état de choses est, toujours selon Georges Marchais, la vie même de nombreuses cellules, dont les réunions n'ont rien de passionnant.

Quelques comparaisons montrent en effet que les gains ne peuvent être très importants. En mai 1961, 407.000

« Mais il y a plus grave encore: Parfois des cellules disparaissent parce qu'on ne s'en est pas occupé et on s'en aperçoit longtemps après. »

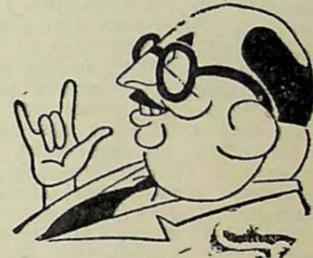
Un fait est certain, l'instabilité des cellules est assez grande. Georges Marchais indique qu'entre 1961 et 1962, 1.801 cellules se sont créées, mais que 576 ont disparu, dont 190 cellules d'entreprise, 179 cellules rurales, 207 cellules locales. De plus nous apprenons que de nombreuses cellules vivent sans bureaux et cela même dans des fédérations qui obtiennent selon le rapporteur des résultats intéressants: « A Paris, 850 cellules sur 1.161 ont leur bureau; 600 sur 228 en Seine-et-Oise; 500 sur 700 à Seine-sud; 400 sur 534 à Seine-nord-est; 400 sur 521 à Seine-ouest... »

Force est donc bien de conclure que le P.C.F. vit à l'heure actuelle sur la base de ses cadres que Léon Feix énumérait de la façon suivante en 1961 dans la « Tribune de discussion » préparatoire au XVI^e congrès: 30.000 responsables de cellule, 25.000 dirigeants de section, 3.300 dirigeants fédéraux, 1.400 maires, 21.000 conseillers municipaux, plus de 3 à 4.000 communistes investis de responsabilités dans les organisations de masse (C.G.T., etc.). Si l'on tient compte des cumuls de fonction on approche par conséquent le chiffre de 80.000 cadres, qui permettent au P.C.F. de faire face aux situations difficiles et de maintenir un minimum de liens avec

le régime, sans tenir compte des limites de classe qui restreignent l'opposition au régime gaulliste des radicaux et autres républicains à des actions velléitaires et nostalgiques du passé.

Le problème des rapports avec la S.F.I.O. est lui-même conçu dans cette perspective statique, alors que le dernier Conseil national du parti socialiste a montré à quel point la politique molletiste traditionnelle a été ébranlée. Certes, nous comprenons que les communistes veulent avancer avec prudence sur la voie des propositions et des offres de collaboration à la S.F.I.O., mais il est tout de même assez étonnant de voir qu'en dehors du problème des garanties le dialogue recherché se situe uniquement sur le terrain de la lutte démocratique conçue de façon restrictive (défense des communes, des libertés, du Sénat).

Il nous paraît en fait regrettable que Waldeck-Rochet liquide négligemment la question des rapports avec le P.S.U. en le traitant de quantité négligeable, alors que notre parti a montré lors des élections qu'il était



VARIATION DES EFFECTIFS DU P. C. F.

ANNES	1954	1961	1962
Effectifs globaux	506.250	407.000	405.000 (janvier 1963)
Cellules locales	8.143	7.590	7.805
Cellules rurales	5.924	4.663	4.801
Cellules d'entreprises.	5.182	3.819	4.691
Total des cellules	19.219	16.072	17.297
Sections	2.562	2.369	2.401

cartes avaient été prises à la trésorerie du parti (chiffre donné au XVI^e congrès), fin janvier 1963, selon Georges Marchais les fédérations n'avaient encore acheté que 405.482 cartes (ce qui ne veut pas dire 405.000 cartes placées ou vendues). Bien évidemment entre janvier et mai les fédérations auront encore l'occasion d'acheter des cartes, mais il semble exclu que les gains puissent dépasser quelques milliers d'adhérents. Par ailleurs on peut légitimement s'interroger sur la solidité et la vie réelle des cellules qui sont mises dans les états du parti à en croire Georges Marchais lui-même.

« Fait plus grave: il est des cellules qui ne se réunissent presque jamais et où par conséquent on ne discute pas de la politique du parti, des problèmes qui préoccupent la population du quartier, du village. Bien entendu, ces cellules n'éditent pas leur journal et ne prennent aucune initiative en vue d'aider les masses à organiser l'action pour la défense de leurs intérêts... Le camarade Ressaud qui collabore au travail d'organisation est allé dans la Creuse pour examiner sur place avec nos camarades la situation de leurs cellules et leur activité en vue de les aider. Voici ce qu'il indique dans son rapport: « 70 cellules ne se sont pas réunies au cours de l'année, à part pour la remise des cartes, et même dans beaucoup de cas, ce sont les trésoriers de cellule qui remettent la carte et les cotisations à l'occasion d'une rencontre avec les camarades, en allant les voir à domicile ».

les masses françaises. Mais il est évident que ce minimum n'est pas du tout satisfaisant et que par exemple la situation des organisations de masse parallèles au parti et indispensables à son rayonnement est assez difficile.

L'Union des femmes françaises, les Jeunesses agricoles, sont des organismes squelettiques et sans influence réelle; les Jeunesses communistes elles-mêmes ont beaucoup de mal à se développer, l'instabilité des effectifs y est en fait encore plus grande que dans le P.C.F.

Georges Marchais va d'autre part jusqu'à prononcer des paroles assez peu habituelles chez les dirigeants du « parti de la classe ouvrière »: « La classe ouvrière et le peuple ne reconnaissent pas d'autorité le rôle dirigeant du Parti. C'est par son travail qu'il mérite et reçoit leur approbation. »

C'est dire que les problèmes d'organisation nous renvoient à la question fondamentale de l'orientation politique. Or, il faut constater que sur ce point, à en juger d'après le discours de clôture de Waldeck-Rochet, le P.C.F. paraît résolu à poursuivre une politique opportuniste qui est en partie responsable du marasme que le mouvement ouvrier français connaît à l'heure actuelle. Partant d'une analyse plus que contestable qui fonde du gaullisme une sorte de césarisme ou de bonapartisme de type traditionnel, Waldeck-Rochet préconise en effet la tactique d'union des républicains pour rassembler l'opposition démocratique

un courant réel dans les masses populaires et lors de son congrès qu'il entendait aborder de front les problèmes les plus difficiles de l'action socialiste et ouvrière. La confrontation entre le P.C.F. et le P.S.U. pourrait cependant être très utile pour éclairer la perspective socialiste dans notre pays, car plus que jamais il n'y a pas de muraille de Chine pour séparer démocratie et socialisme. Nous croyons aussi qu'une émulation entre nos deux organisations pour faire avancer devant les masses le programme d'une coalition populaire et pour proposer une alternative socialiste au régime. Nous ne posons pour cela aucune condition, mais inlassablement nous répéterons à nos camarades communistes que le véritable combat se situe en dehors des sphères parlementaires actuelles sur le terrain des luttes sociales:

— dans la lutte contre l'intégration du mouvement syndical à l'Etat;

— dans la lutte pour opposer à la programmation économique capitaliste (IV^e Plan) des contre-projets de développement économique partant des besoins populaires;

— dans la lutte pour imposer le contrôle démocratique des travailleurs sur les entreprises nationalisées et pour imposer l'élargissement des droits des délégués du personnel et des comités d'entreprise;

— dans la lutte pour les libertés démocratiques s'intégrant dans un combat pour l'instauration d'un pouvoir des travailleurs, cela en s'appuyant sur tous les éléments de pouvoir (communes, entreprises) qui permettent de paralyser la marche normale du régime capitaliste.

J.-M. Vincent.

LES OUBLIÉS

Neuf Français sont encore en prison pour avoir aidé le FLN.

Qui sont-ils? Vous le saurez en lisant la brochure préfacée par VERCORS et éditée par le Comité de solidarité des victimes de la répression.

L'ex. : 2 F; 10 ex. : 15 F; 100 ex. : 120 F; 1.000 ex. : 1.000 F
CCP Albert Roux Paris 74.14.99.
Envoyez votre adhésion au Comité: Boîte post. 8-15 Paris.

Vers une généralisation de la 4^e semaine de congé

DES que les accords Renault furent signés, on vit les syndicats revendiquer la quatrième semaine de congés payés dans de nombreuses entreprises, appartenant aux branches les plus diverses. Des pourparlers sont en cours aussi bien dans la région parisienne qu'en province et un certain nombre d'entreprises — petites ou grandes — ont déjà accordé satisfaction sur ce point à leur personnel (ce ne sont d'ailleurs pas toujours celles qui paient les meilleurs salaires).

Un enthousiasme de courte durée

En tout cas, l'enthousiasme de nos gaullistes pour la quatrième semaine a été de courte durée. Au lendemain de la signature de l'accord, le gouvernement déclarait dans une note officieuse que « l'accord Renault ne doit pas être pris comme exemple de ce que le gouvernement souhaite qu'on fasse en ce domaine ». Il n'est pas dans ses intentions, au demeurant, de consacrer la généralisation de la « quatrième semaine par un acte réglementaire ». Voilà qui est net. Le ministre du Travail préférerait, quant à lui, la réduction de la semaine de travail à l'allongement des congés payés, mais ce point de vue ne semble pas partagé par tous ses collègues.

Eviter d'abord les ennuis

De son côté, le patronat a vivement réagi par la voix du C.N.P.F. qui s'oppose à toute diminution de la durée du travail en invoquant la concurrence étrangère, les nécessités de l'expansion économique, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Mais l'unanimité ne règne pas non plus au sein du patronat et il est évident que nombre de chefs d'entreprise se montrent plus conciliants pour éviter des ennuis.

A noter, d'autre part, que le groupe communiste à l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée des congés payés (ainsi que des propositions pour le retour aux 40 heures et la retraite à 60 ans). Cependant, l'opposition étant minoritaire au Parlement, ces mesures n'ont pas de chances d'être prises en considération. C'est sur le plan syndical, au niveau des branches et des entreprises, que la lutte pour la réduction de la durée du travail va se poursuivre.

Un groupe d'études

Le mouvement tendant à la généralisation de la quatrième semaine de congé semble irrésistible. Dans l'industrie automobile, après Renault, Citroën vient d'accorder la quatrième semaine (non sans présenter la mesure de façon paternaliste). Chez Peugeot et chez Berliet, des discussions sont en cours. Simca accorderait également une quatrième semaine qui devrait être prise l'hiver. Soulignons qu'actuellement près de quatre millions de Français (dont trois millions de fonctionnaires et agents du secteur nationalisé), soit un tiers des salariés, bénéficient de la quatrième semaine.

Devant l'ampleur du mouvement, le gouvernement a constitué un groupe d'études sous la présidence du commissaire au Plan, pour examiner dans quelle mesure l'allongement des congés payés est compatible avec la réalisation des objectifs du IV^e Plan.

Maurice Combes.

LE IV^e PLAN ET SES INCIDENCES

PRODUITS ALIMENTAIRES

La hausse continue...

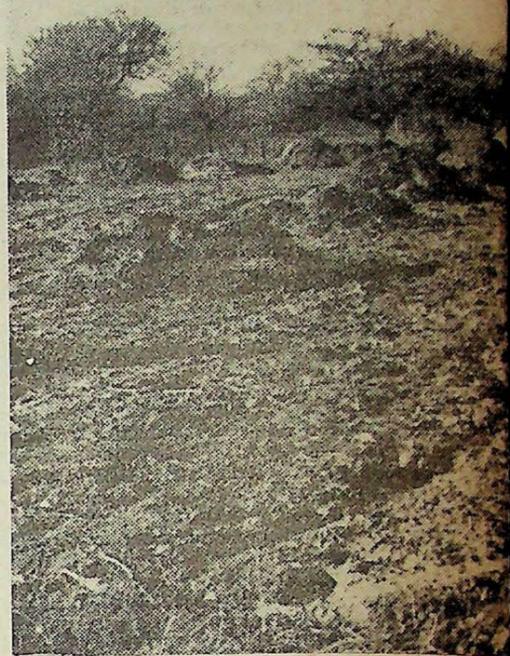
LE pouvoir n'en a pas terminé avec la hausse des produits alimentaires. La taxation des fruits et légumes n'a pas donné les résultats escomptés par suite de la quasi disparition de ces denrées pendant une semaine, due au froid et à la grève des producteurs, les aménagements apportés aux modalités de réglementation (encouragement à la qualité, taxation des endives belges, etc...). De même, ils n'ont pas apaisé le mécontentement des agriculteurs, la question des exportations n'a pas été résolue.

En fait, le gouvernement compte surtout sur le réchauffement et un approvisionnement normal. Pour le moment, les producteurs, en plus des consommateurs, sont les grands perdants du gel : de nombreuses récoltes sont perdues en totalité : comment les producteurs seront-ils indemnisés ? Cette juste revendication doit polariser, dans les prochaines semaines, les organisations agricoles.

Malgré la taxation, les prix des fruits et légumes pèsent sur l'indice des 179 articles, au moment où le prix du bifeck a augmenté de 50 centimes en un mois. Second problème donc pour le gouvernement. On reparle donc de la taxation de la viande ; il est vrai que pour le moment Giscard d'Estaing se contente de vagues promesses de M. Drugbert qui va supplier ses adhérents de se contenter de la hausse actuelle. Une fois de plus, nous pouvons prédire que la taxation ne produira aucun effet : le gouvernement se rendra un peu plus ridicule et il n'y a même plus Missoffe pour organiser le grand bluff publicitaire !

La relance de la hausse des denrées de consommation repose le problème du relèvement des salaires : la fameuse stabilisation chère au ministre des Finances n'était donc qu'un leurre.

J.-C. Barigel.



Les producteurs, en plus des consommateurs

205 licenciements aux chantiers Augustin

LE HAVRE une agglomération en dans une région en pleine

(De notre correspondant au Havre Yves Morez)

AU Havre, 145 ouvriers ont été licenciés aux chantiers de construction navale Augustin-Normand le 1^{er} février. 60 autres vont l'être le 1^{er} mars, ce qui fait un total de 205 licenciements. Ces débâchages massifs viennent une nouvelle fois mettre en lumière la situation dramatique du marché du travail dans une grande ville française.

La crise qui touche les chantiers Augustin-Normand est indissociable de la crise qui touche en France, et même dans le reste du monde, l'ensemble de la construction navale. Dans un certain nombre d'autres endroits, des reconversions opérées à temps ont apporté une solution au problème. Mais cette reconversion, les chantiers Augustin-Normand, comme avant eux, un certain nombre d'usines métallurgiques havraises, ont été incapables de la promouvoir. Sans doute, les trois chantiers de construction navale de l'agglomération Augustin-Normand, Duchesne et Boissière, ainsi que les Forges et Chantiers de la Méditerranée sont-ils en train d'opérer une fusion financière sur laquelle d'ailleurs filtrent peu d'informations. Mais cette fusion semble orientée beaucoup plus vers la sauvegarde des profits des trois entreprises menacées que vers la création de débouchés pour la main-d'œuvre.

Le patronat le plus rétrograde de France

Le patronat havrais de la métallurgie est l'un des patronats les plus rétrogrades de France.

Il a toujours pensé qu'un certain volant de chômeurs était une garantie pour maintenir les tarifs de la main-d'œuvre à des taux relativement bas. Il n'a pas su voir qu'en

période d'expansion et de progrès technique cette politique à courte vue risquait de se retourner contre lui. Pris à la gorge à présent, il s'efforce de sauver ce qu'il peut de son capital. L'opération s'effectue bien entendu sur le dos des travailleurs.

Une expansion démographique

L'ensemble de l'économie havraise a subi les effets de ce malthusianisme économique. Sans doute, Le Havre a vu depuis la guerre se développer dans son agglomération une importante industrie pétrochimique. Mais cette industrie, on le sait, emploie une main-d'œuvre restreinte. Chaque emploi représente un investissement d'environ 10 millions d'anciens francs. Pour les autres industries, le manque de dynamisme du patronat local a joué le rôle de « repoussoir ». Les capitaux extérieurs sont allés s'investir en d'autres coins de Haute Normandie. Le Havre se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale : son agglomération connaît un état de paupérisation dans une région par ailleurs en expansion.

Dans une conférence de presse tenue le 10 mars 1961, l'Union locale de la C.F.T.C. havraise observait que l'expansion économique en Haute Normandie avait seulement concerné le département de l'Eure et la région rouennaise. Elle donnait des chiffres à l'appui de ses déclarations sur l'évolution de l'emploi dans l'industrie de transformation des métaux.

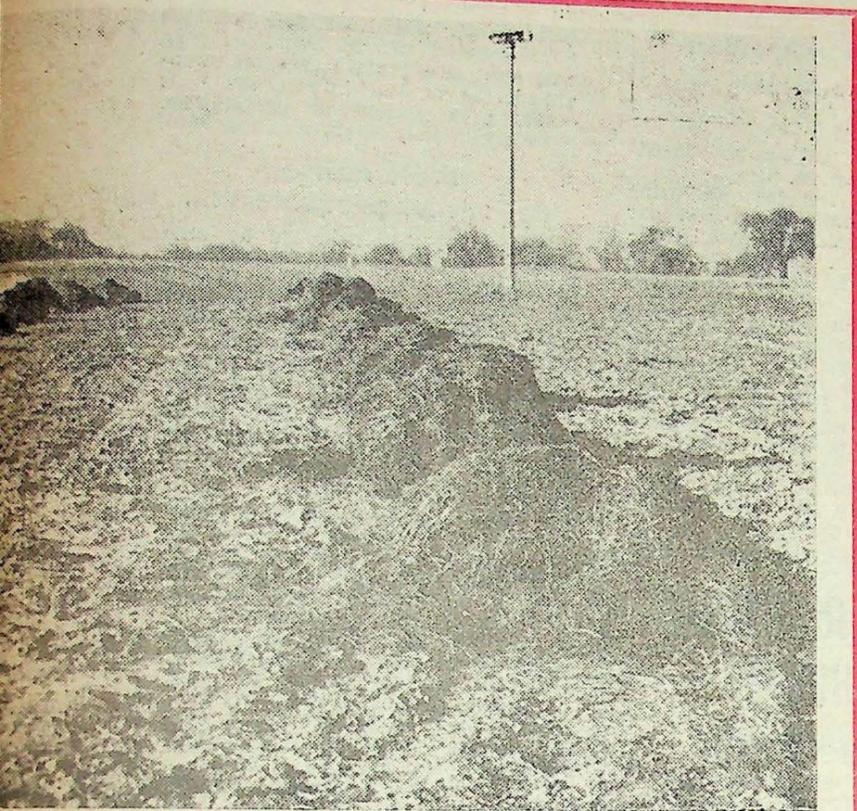
Elle indiquait que si l'on considérait le nombre 100 comme indice de base pour les trois régions de Rouen, de l'Eure et du Havre en 1954, on remarquait en 1960 que cet indice grimpeait à 113,6 pour Rouen et à 150 pour l'Eure tandis qu'il descendait à 93,2 pour l'agglomération havraise. Depuis, la situation ne s'est pas améliorée.

Pourtant, en regard de cette récession économique, Le Havre connaît une expansion démographique importante : l'agglomération plus le canton de Montivilliers totalisaient 220.000 habitants en 1960 ; on en comptera environ 234.000 en 1965. En tenant compte de ces chiffres, une moyenne de 2.000 emplois nouveaux devraient être créés chaque année depuis 1960. Nous sommes loin du compte.

Des promesses peu sérieuses

Quels sont les remèdes ? Pour les trouver, il convient auparavant de bien connaître les responsables de la paupérisation. Au premier rang se trouve, sans doute, le patronat local. Cela ne doit pas faire oublier pour autant la carence de l'Etat. L'Etat s'est fixé théoriquement pour tâche d'imposer au besoin par la contrainte les reconversions quand l'initiative privée est défailante. Au Havre, comme en bien d'autres endroits, il n'est intervenu que mollement. Comment pourrait-il d'ailleurs intervenir avec une véritable énergie contre une classe sociale dont il est issu. On n'a jamais vu un Etat bourgeois envoyer les C.R.S. contre ses

ES SUR LE BASSIN FERRIFERE LORRAIN



(Photo Tribune.)

urs, sont les grands perdants du gel : de nombreuses récoltes sont détruites en totalité.

Normand :
récession
expansion

siels même s'ils sont rétrogra-

calmer les esprits, l'Etat se
te, quand Le Havre est trop
x, de promettre l'implantation
grande usine sidérurgique.
c'est qu'il a promis la même
Bordeaux, Nantes, Marseille,
les Havrais commencent à le

nt ce manque de sérieux, tant
at que du patronat local, il
it que la population de la ré-
le trouvera remède à ses dif-
que par elle-même. Des pos-
s'ouvrent à elle. Sans doute
syndicale en période de ré-
ne présente-t-elle pas les mê-
ellités qu'en période d'expan-
es Havrais ont montré néan-
ces dernières années qu'ils ne
aient pas de combativité pour

57 notamment, ils manifestè-
pectaculairement contre le dé-
es rappelés pour l'Algérie. Ils
t en mesure d'exercer en fa-
l'expansion locale des pres-
ussi fortes auprès des pouvoirs
Il existe au Havre des forces
es importantes. La mairie est
alternativement des mains des
nistes à celles d'une coalition
tre et de la droite: les majo-
jouent généralement à une

coalition type front socialiste
nt partis ouvriers et syndicats
des chances de s'assurer dans
ir à la mairie un pouvoir stable
able. C'est à cette condition
ent que les travailleurs ha-
mbient avoir des chances sé-
d'obtenir pour leur région ce
émentaire à l'expansion et au
emploi dont bénéficient d'au-
ions de la Haute Normandie.
pas trop tôt pour commencer
préoccuper.

ALSTHOM: La lutte continue

LE 1^{er} février, un mouvement important a eu lieu à l'usine Alsthom de Saint-Ouen. Plus de 1.300 travailleurs, soit 70 % du personnel présent à l'usine, dont 450 mensuels, ont cessé le travail à 16 heures. Une délégation de 150 travailleurs, en grande majorité des mensuels, ont été au siège de la société déposer une résolution et manifester aux cris de « Glasser, nos salaires ! » et « Quatrième semaine de congés ! ». Le lundi 4 et le mardi 5, des débrayages ont eu lieu à l'usine Alsthom des « Signaux ».

Le mercredi 6 avait lieu le Comité central d'entreprise (deuxième session), avec M. Glasser, et devaient être examinées la situation de l'entreprise et la politique de la société en matière de salaires.

Depuis un mois, des arrêts de travail échelonnés ont lieu dans les usines Alsthom de Belfort (7.500 travailleurs), parmi le personnel ouvrier, et, à Tarbes, parmi les ouvriers et les mensuels.

La séance du Comité central a marqué un recul de Glasser. Il a accepté, devant le développement de l'agitation et du mécontentement dans les usines Alsthom, de recevoir les représentants syndicaux, cette semaine, le jeudi 14 février.

Glasser a, d'autre part, décidé une opération bluff. Compte tenu, dit-il, des rigueurs de l'hiver, la société versera une prime unique et exceptionnelle de 50 F à tous les salariés ayant gagné, en janvier, pour un horaire de travail normal, moins de... 450 F. C'est vraiment du paternalisme à bon marché. A l'usine de Saint-Ouen, où je travaille, l'action est dirigée par le syndicat C.G.T. pour les ouvriers, avec la participation des élus C.G.S.I., seuls représentants autres que les cégétistes.

Pour les mensuels, c'est un comité d'action qui groupe des collaborateurs de toutes catégories et de tous les services qui décide des mouvements, après avoir consulté les mensuels.

Le climat de lutte, depuis un mois et demi, n'a fait que se développer et la prochaine rencontre avec la direction générale sera décisive à ce sujet.

(De notre correspondant en Moselle, Alphonse Robert.)

LA presse régionale ayant consacré une large place à une conférence de presse tenue à Metz par M. Thibault, président de la Chambre syndicale des Mines de fer de France, sur la situation actuelle de la sidérurgie et des mines, la Fédération régionale des Mineurs C.G.T. a tenu, à son tour, à préciser la position des mineurs face à la crise qui affecte actuellement les mines de fer de Lorraine.

A cet effet, le camarade Jean Stella, président de la Fédération régionale C.G.T. des Mineurs, assisté d'Albert Baducci, secrétaire général, et entouré de nombreux responsables syndicaux du bassin, avait convié la presse à une conférence qui a eu lieu à la mairie de Piennes en présence de M. Caro, maire et conseiller général, le samedi 2 février, à 16 heures. Tout d'abord, Jean Stella tint à préciser que les mineurs n'étaient

pas, a priori, contre une planification de l'économie, si celle-ci est orientée vers les besoins véritables des travailleurs et de la nation et non pas en fonction des profits des sociétés industrielles.

— Le fait que, pour les exploitants minières, ce qui importe le plus, c'est d'abaisser au maximum le prix de revient du minerai lorrain, explique que leur but, c'est l'abandon de tout ce qui n'est pas assez rentable.

Conséquences de l'orientation patronale

— Abandon du bassin ferrifère des Pyrénées, mise en sommeil du bassin de l'Ouest et, pour notre bassin, la fermeture ou projet de fermeture des mines d'Aubrives, Moulaine, Aachen, Langenberg. La Mourière et l'abandon des gisements, autour de Metz, vers l'Argonne, et du gisement important du Jura.

— Une réduction importante de l'ho-

raire de travail, qui a comme conséquence une diminution sensible du pouvoir d'achat pour le personnel des mines et des répercussions sur le commerce local.

On peut évaluer à 60 millions d'anciens francs de perte pour les travailleurs et le commerce local une journée de chômage pour l'ensemble du bassin minier.

Prévisions du IV^e Plan...

Lors de la réunion du 15 novembre 1962 de la Commission de modernisation de la sidérurgie et des mines, nous avons pu constater que le 4^e Plan prévoyait :

— Une augmentation de la production en 1961.

Or, elle est en régression de 0,52 par rapport aux prévisions.

— Une augmentation de minerai siliceux.

Or, on assiste à une régression.

— Une augmentation des investissements.

Or, ceux-ci sont en régression de 15 p. 100 par rapport aux prévisions.

Contrairement à ce que l'on prétend, les effectifs ne sont pas restés sensiblement les mêmes depuis dix ans.

— De 1953 à fin 1962, les effectifs ouvriers, apprentis compris (800 environ), sont passés de 24.095 à 19.825, soit près de 20 p. 100 en moins.

Deux objectifs atteints et même dépassés par le IV^e Plan.

Le rendement homme est passé de 12,33 t à 13,51 t de 1960 à novembre 1962.

— Au lieu d'une diminution d'effectifs de 835 prévue pour cinq ans,

elle est déjà de 933 du 1^{er} janvier 1961 à fin 1962.

— Le Marché commun, qui devait résoudre toutes les difficultés n'a qu'aggravé les contradictions entre monopoles, puisque, aussi bien, ceux de Belgique préfèrent, à égalité de prix, s'approvisionner en minerais suédois, africain, brésilien plutôt que français.

— La canalisation de la Moselle, qui devait permettre la diminution du prix du transfert du minerai lorrain vers l'étranger, sera utilisée pour l'importation du minerai étranger jusqu'au cœur du bassin sidérurgique de l'Est.

Selon le rapporteur du groupe de travail du minerai de fer lorrain, les moyens de prolonger la vie du bassin sont les suivants :

— emploi de mélanges plus acides aux hauts fourneaux ;

— enrichissement des minerais siliceux ;

— valorisation des minerais calcaires pauvres.

Techniquement, toutes ces solutions sont possibles, mais le rapporteur ajoutait que tout est une question de prix de revient.

Prix compétitifs

— Evidemment, du point de vue commercial, il apparaît que l'importation de minerais étrangers est plus rentable et permet de réaliser le maximum de profits pour les sociétés sidérurgiques. Mais qui est-ce qui est le plus rentable pour le pays ? Cette solution, ou l'exportation de notre main-d'œuvre réduite au chômage ?

— Nous pensons que l'exploitation

rationnelle de notre richesse nationale, le minerai lorrain, est bénéfique pour les travailleurs, notre économie régionale et nationale, car le minerai lorrain est largement rentable.

— Des solutions existent pour sauvegarder le bassin ferrifère lorrain et améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Ce que préconise la C.G.T.

Consacrer une grande partie des bénéfices à la recherche géologique, afin de découvrir de nouveaux gisements dans notre région et tout le territoire national ;

— accroître les investissements pour l'utilisation des minerais pauvres (moins de 22 p. 100) et création d'usines d'enrichissement ;

— retour rapide à la loi de 40 heures sans diminution de salaires,

— la suppression du travail à la tâche.

— l'indemnisation des jours de chômage ;

— l'octroi des quatre semaines de congés payés ;

— l'octroi d'une retraite suffisante (66 p. 100 du salaire moyen du mineur) et la possibilité de partir en retraite sans limite d'âge après trente ans de service.

Pour obtenir ces résultats, la Fédération régionale des mineurs C.G.T. réclame la NATIONALISATION des mines et des grandes entreprises et considère qu'une gestion qui supprimerait les bénéfices et se bornerait à mettre en équilibre les ventes et les charges permettrait d'améliorer les conditions actuelles de salaire tout en conservant au minerai lorrain une place compétitive sur le marché européen.

ECHOS DES ENTREPRISES

Notre camarade André Calvès nous adresse le récit suivant que nous publions dans son intégralité, sous le titre qu'il a choisi :

UNE JOURNÉE CHEZ ERNAULT-SOMUA

J EUDI 7 février, à l'usine de machines-outils Ernauld-Somua, les délégués renouvellent à la direction une demande de quatre semaines de congés payés. La direction refuse. Aussitôt, une réunion du personnel se tient au vestiaire.

Les trois syndicats sont d'accord pour une action. Compte tenu des débrayages qui doivent avoir lieu pour la commémoration du 8 février, les délégués proposent une demi-heure de grève. La majorité des ouvriers vote pour une heure. Le mouvement se termine à 15 heures.

Peu après, les trois délégués qui ont parlé à la réunion sont convoqués par le directeur qui leur annonce qu'ils sont sanctionnés (un jour de mise à pied) pour avoir pris la parole dans un local dépendant de l'usine.

Dans le passé, cinquante réunions se sont tenues au vestiaire. C'est la première fois qu'une interdiction est formulée et des sanctions prises. Une courte discussion s'engage.

Le directeur objecte qu'il est tenu de faire respecter certaines règles. Un délégué répond qu'avec un tel argument on emprisonne et on fusille en Espagne.

Le directeur semble sincèrement peiné. Il ne peut permettre aux ouvriers de faire un rassemblement dans une dépendance de l'usine. De leur côté, les flics interdisent les rassemblements dans la rue.

Le directeur convient que tout cela est fort regrettable, mais il pense que c'est une sorte de fatalité comme la grève ou la pluie. Comme un délégué lui réplique que c'est plutôt un aspect de la lutte de classes, il répond superbement : « La lutte de classes est une notion périmée. »

Magnifique. Et c'est à trois gars qu'il vient de mettre à pied qu'il annonce ça.

Les délégués redescendent dans l'atelier et annoncent la nouvelle un peu partout.

Dix minutes après les machines sont silencieuses, l'atelier est vide.

Le soir même, les copains du P.S.U. ont tiré un numéro spécial de l'Étincelle qui fut diffusé vendredi matin aux deux entrées de l'usine.

Le numéro spécial relate ces événements et tire certaines leçons. La plus importante est sans doute la nécessité d'unifier le combat dans toutes les usines Ernauld-Somua. Nous dépendons du puissant groupe Schneider. C'est une vraie pieuvre. Pour vaincre, il faut attaquer en même temps tous les tentacules.

Cela aussi est une leçon de la lutte de classes. Loin d'être périmée, elle est plus fraîche que jamais.

André Calvès.

N.D.L.R. — La rédaction de Tribune tient à préciser que notre camarade André Calvès fait lui-même partie des camarades délégués qui ont été mis à pied par la direction d'Ernauld-Somua.

MISE AU POINT

Dans le compte rendu de la « table ronde » sur les problèmes des P. et T. publié dans T.S. du 2-2, nous avons attribué à un représentant de la Fédération autonome une déclaration favorable aux comités paritaires à tous les échelons, déclaration faite en réalité par Jacquet, de F.O. A cet égard, M. Fossati, secrétaire général adjoint de la Fédération autonome, nous précise « qu'aucun des représentants de la F.N.S.A. des P. et T. n'a traité de cette question, pour la bonne raison que notre mouvement est hostile à ce genre de comité d'où il ne sort rien de valable ».

CALUIRE : LA FERMETURE DE REMINGTON MONTRE LA NECESSITE DES LAISONS SYNDICALES INTERNATIONALES

(De notre correspondant dans le Rhône)

R ENDANT compte de la visite faite à l'usine de Caluire par M. Ricard, Igame, et les parlementaires lyonnais, à l'occasion de la venue en cette usine de personnalités américaines, Le Progrès du 9 juin 1959 expliquait : « La région lyonnaise est loin d'avoir atteint son degré optimum d'industrialisation. » (M. Ricard)... « La firme doit en moyenne déverser un milliard et demi de francs par an sur l'agglomération lyonnaise en salaires et en matières premières. » (M. Vallas, premier directeur de l'usine)... « L'inspecteur général, M. Ricard, termina en rappelant la volonté du général de Gaulle d'entreprendre une œuvre d'organisation du monde. »

Trois ans après, en juin 1962, c'est avec un éclat particulier que la direction de l'usine Remington célébrait la sortie de la 500.000^e machine

à écrire, offerte d'ailleurs au conseil général du canton.

C'est le 31 janvier 1963 que l'usine de Caluire fermait ses portes, car ainsi en avait décidé le conseil d'administration de la Remington Rand France, réuni à Lausanne ou à New York.

Il fut facile au pouvoir gaulliste, au patronat français et à la « grande » presse de se retourner contre la décision prise par les représentants de capitaux étrangers. Un bouc émissaire avait été trouvé, permettant d'éluider le problème essentiel : celui du capitalisme. On oubliait simplement qu'à Neyrpic, entreprise à capitaux français, l'intervention des

banques imposait aussi une politique de régression sociale. Dans les deux cas, avec une gravité plus ou moins grande, le capital impose ses vues quant à la marche de l'entreprise, dans une région en pleine expansion.

Unité active de tous les producteurs...

Dès que les travailleurs de chez Remington ont eu vent des rumeurs de fermeture, ils se sont constitués en comité de défense du personnel, regroupant l'ensemble des organisations syndicales et des catégories sociales. Ne pouvant imposer au capital américain de revenir sur sa décision, le comité a vivement protesté contre les imprévoyances regrettables de la direction et l'absence d'informations données au comité d'entreprise ; tout en dénonçant les carences, il a exigé que l'on poursuive dans l'immédiat le programme de fabrication et que l'on prépare la reconversion, demandant entre autres « que, dans le cadre de la situation réelle, aucune étude ne soit faite, aucune décision ne soit prise, sans qu'il y ait consultation des membres du comité d'établissement et participation de ceux-ci ; que les incidences de la situation actuelle, dont la société porte l'entière responsabilité, ne soient pas préjudiciables à ceux auxquels on se plaît à rendre hommage aujourd'hui ».

C'est cette unité active du producteur contre les interventions du capital qui caractérise les transformations de la lutte sociale.

...dans une lutte politique

Cette lutte intègre un contenu social et économique de défense des travailleurs et d'intervention des salariés dans l'appareil de production ; c'est une lutte politique qui attire notre attention sur trois ordres de problèmes : la garantie de l'emploi, la formation professionnelle, le type de biens à produire.

a) La garantie de l'emploi. — Au moment où les représentants des grandes banques recherchent la sécurité de leurs capitaux et leur rentabilité maximum, les producteurs doivent s'unir pour exiger la garantie de l'emploi et de la rémunération.

b) La formation professionnelle. — L'usine de Caluire a assuré elle-même à une partie de ses employés une formation sur le tas, limitée à des rudiments techniques indispensables pour faire tourner l'usine. Privés de leur emploi, ces travailleurs vont devoir acquérir ailleurs une autre formation technique aussi rudimentaire. On est là devant un moyen d'asservissement du travailleur qui est ou bien lié à son entreprise et à son poste de travail ou bien balloté d'une entreprise à l'autre. Syndicats et Université n'ont-ils pas à prendre en charge cette formation pour associer à une formation technique polyvalente une formation humaine plus générale ?

c) Le type de biens à produire. — Sans entrer dans le détail des considérations techniques touchant au marché de la machine à écrire, la question du type de biens à produire est posée au mouvement syndical et socialiste. Au moment où le patronat met en avant la loi de la productivité (niveau de vie = masse de biens produits divisée par nombre de consommateurs ; masse de biens produits = production horaire × nombre de producteurs), le mouvement socialiste doit intervenir sur la nature des biens à produire : des bombes atomiques ou des moyens de formation culturelle ?

La fermeture de Remington montre enfin la nécessité de liaisons syndicales à l'échelle internationale, au niveau des trusts.

Dans l'immédiat, 450 personnes viennent d'être licenciées, suite aux 750 qui les avaient précédées fin 1962. L'usine, en voie de rachat par la société Surmelec, fabrique de machines à laver, ne pourra pas fonctionner immédiatement. Ceci doit nous amener à redoubler de vigueur dans notre lutte contre un régime où l'homme reste aliéné.

A ST-NAZAIRE DES OUVRIERS RISQUENT LEUR VIE POUR 2 F 10 L'HEURE

(De notre correspondante à Saint-Nazaire, Denyse FRANCK)

Dans une usine de récupération de métaux usagés, l'usine Métaux Blancs de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, de nombreux ouvriers travaillant depuis plus de trois mois souffrent d'intoxication par le plomb.

Les médecins de l'hôpital, devant de trop nombreux cas constatés, se sont adressés à l'inspecteur du Travail et au service de Prévention de la Sécurité sociale. Mais ceux-ci se sont révélés impuissants contre la direction de cette usine et les cas d'intoxication continuent. Dernièrement, un ouvrier ayant travaillé durant trois années dans cette usine — trois années seulement — s'est révélé être atteint d'une néphrite chronique et ses jours en seront écourtés !

Actuellement, les conditions de travail sont épouvantables, le froid obligeant à fermer toutes les portes de l'usine. Le plomb lie et les douches ne fonctionnent pas. Et pourtant, elles sont obligatoires...

Tout ce que les docteurs peuvent faire, c'est informer les ouvriers et les conseillers de changer de travail. Mais, hélas ! il n'y a guère d'embauche à Saint-Nazaire, ce qui nuit à l'action des syndicats qui n'osent trop bouger, de crainte de léser d'autres travailleurs en empêchant l'implantation de nouvelles usines.

Aussi, quotidiennement, des hommes risquent leur vie pour 2 F 10 l'heure. Dans un régime capitaliste, le matériel humain ne vaut pas cher, les machines sont mieux ménagées !

HAUT-RHIN :

Conflit dans les mines de potasse

(De notre correspondant particulier dans le Haut-Rhin, Irénée CLAUDE)

D EPUIS plusieurs semaines, il est fortement question qu'une grève totale ait lieu aux mines domaniales des Potasses d'Alsace. Les syndicats s'élèvent contre le décret concernant la Sécurité sociale minière, qui prévoit l'introduction d'un ticket modérateur de 10 % sur les actes médicaux et frais pharmaceutiques, les autorités de tutelle justifiant ces mesures par l'accroissement du déficit, qui dépasserait 700 millions d'anciens francs.

Par ailleurs, les syndicats ne sont pas d'accord entre eux sur le principe de la médecine légale à plein temps qui, à l'exemple de ce qui se pratique dans le Nord, a commencé d'être instaurée dans les mines de potasse en 1956.

En 1957, il existait trois cabinets médicaux dans le bassin potassique, mais, avant même que soient créés des dispensaires et un centre de soins au deuxième degré, la fraction C.F.T.C. refusa l'extension de la formule légale à l'ensemble du bassin.

La C.F.T.C. maintient cette position, s'opposant à la médecine à temps plein et se déclarant favorable « au libre choix du médecin, liberté essentielle à laquelle la population d'Alsace reste profondément attachée ». La C.G.T. elle-même avait admis en 1958 une solution hybride. Cependant, la situation actuelle montre les difficultés auxquelles aboutit une telle solution.

Les administrateurs syndicaux de la Sécurité sociale et l'administration représentant l'exploitation minière ont admis le principe d'une transition comportant le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques pour les assurés sociaux qui, résidant dans l'un des secteurs d'implantation de la médecine forfaitaire, feraient appel à la médecine à l'acte. Ils demandent, d'autre part, la levée des mesures financières prises par l'autorité de tutelle. Cependant, la fin du conflit n'est pas en vue.

DROME : Les ouvriers de la chaussure manifestent

(De notre correspondant à Valence, Maurice FERRIER)

Le 1^{er} février, à Romans et à Bourged-Péage, 5.000 ouvriers ont fait grève le matin, pendant deux heures (parmi lesquels 3.000 travailleurs de la chaussure, activité principale de ces deux localités).

Cet arrêt de travail, lancé à l'appel des organisations C.G.T. et C.F.T.C., avait pour but d'affirmer la volonté de ces travailleurs d'obtenir pour 1963 :

- la quatrième semaine de congés payés ;
- l'augmentation des salaires ;
- le retour aux 40 heures sans diminution de salaire ;
- l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, le montant de la pension étant fixé à 60 % du salaire.

Une réunion des grévistes a eu lieu au foyer du théâtre de Romans, où les représentants C.G.T. et C.F.T.C. prirent la parole. A l'issue de cette réunion, une délégation syndicale est allée remettre une motion à la chambre patronale, et un défilé en ville a terminé cette manifestation qui s'est déroulée dans le calme et sans incidents.

Les étudiants du Marché commun ont une position unanime sur l'Europe

LES échos de la rupture de Bruxelles étaient à peine apaisés que de nouveau des représentants des « Six » et de la Grande-Bretagne se trouvaient réunis autour du tapis vert des tables de conférence.

Autres partenaires, autre ambiance, autres conclusions nous pourrions ainsi résumer les débats, auxquels ont participé, lundi et mardi, les délégués des Unions nationales d'étudiants des pays du Marché commun et de l'Angleterre.

Non à un traité imposé

Lors de sa dernière assemblée générale l'Union nationale des étudiants de France avait répondu af-

Meeting réussi d'unité à la Résidence universitaire d'Antony

POUR commémorer le premier anniversaire du massacre de neuf antifascistes par la police de M. Frey, les organisations démocratiques de la Résidence universitaire d'Antony : Association des étudiants, section C.G.T. du personnel, Parti communiste, Parti socialiste S.F.I.O., P.S.U., Amis de « Témoignage Chrétien » avaient invité les Résidents à un grand meeting le 8 février 1963.

Devant 350 auditeurs enthousiastes, Marcel Zaidner, secrétaire de la Fédération Seine-Sud du Parti communiste français ; Georges Dardel, membre du Comité directeur de la S.F.I.O., sénateur-maire de Puteaux, président du Conseil général de la Seine et Manuel Bridier, membre du Comité politique national du P.S.U., ont exalté l'unité des forces démocratiques qui se développe peu à peu face à la fascisation croissante de l'Etat gaulliste.

firmativement à la proposition formulée par les communautés européennes tendant à organiser début février à Bruxelles, deux journées d'études sur l'Europe.

Nous avons demandé à M. Merle, vice-président extérieur de l'U.N.E.F. ce qu'avaient apporté ces deux journées d'études.

« Le plus important est sans aucun doute le fait que l'ensemble des Unions nationales ait affirmé sa volonté de ne pas se laisser enfermer dans le cadre étroit du Marché commun. Et cela pas uniquement afin

d'étendre nos rapports avec la Grande-Bretagne, d'ailleurs c'est son observateur qui présidait la dernière séance, mais surtout nous envisageons des contacts avec les Unions des pays de l'Est. »

T.S. — Plus concrètement, comment se sont déroulés ces deux dernières journées et qu'avez-vous abordé comme problèmes ?

— Les séances du matin étaient consacrées à des « topos » sur l'Euratom, les équivalences des diplômes, la liberté d'établissement ou l'évolution possible du Marché commun. C'était le côté technique et aussi le moins intéressant. Par contre l'après-midi était consacré à des échanges très fructueux, nous avons par exemple, avec la V.D.S. (Union nationale de la République fédérale) défini une position commune par rapport au récent traité franco-allemand.

T.S. — Pourriez-vous préciser vos résultats sur ce point précis ?

— Bien sûr. Nous avons surtout évoqué les aspects étudiants et jeunes du problème, et nous sommes arrivés à la conclusion suivante très importante à mon avis que nous ne pouvions en aucun cas appliquer une politique que nous n'avions pas déterminée. Je dois dire que nous avons été très agréablement surpris.

Elargir le Marché commun

T.S. — On a parlé dans la presse de l'incident avec l'observateur de la Fédération nationale des étudiants de France. Que s'est-il passé ?

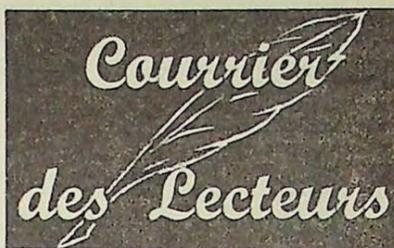
— L'ensemble des Unions avait refusé sa présence à Bruxelles, arguant de sa non-représentativité ; cependant, le deuxième jour, l'observateur de la F.N.E.F. est venu et un huis-clos l'a expulsé à la demande encore une fois de toutes les Unions.

T.S. — Pour terminer, quelles conclusions tirez-vous de cette conférence ? Et quelles suites aura-t-elle ?

— Dorénavant, nous nous réunirons deux fois par an, à tour de rôle dans chaque pays, et des groupes de travail spécialisés fonctionneront en liaison avec les Communautés européennes.

« Mais pour nous, encore une fois, le plus important est la volonté affirmée d'élargir le Marché commun des étudiants et aussi, pourquoi ne pas le dire, le fait que nous ayons été à nouveau reconnue comme la seule association étudiante représentative. »

F. Desnaut.



Une découverte

Mme RAY
14, avenue Bonnefoy
La Mulatière (Rhône)

Je suis mère de famille, j'éleve mes trois enfants, j'étais auxiliaire des P.T.T. Pour raison de santé j'ai donné ma démission d'autant plus que mon salaire n'était pas gros.

Je suis sympathisante du P.S.U., j'ai connu T.S. en l'achetant à l'issue de la réunion électorale du candidat du P.S.U., comme ce journal m'a plu et que je désire suivre le parti je me suis abonnée. Avant je lisais F.O. quand il y avait un événement important.

1°) Présentation. Très bien, lecture facile et intéressante ; 2°) Points sensibles. Bien, gardez cette page ; 3°) Editoriaux. Bien dans l'ensemble ; 4°) Revue de presse. Assez bien. En conclusion il faudrait une analyse ; 5°) Politique internationale et informations sociales. Très bien mais jamais un article sur la fonction publique ; 6°) Politique étrangère. Je la lis mais une page suffit ; 7°) La vie du Parti. J'aimerais bien avoir davantage de détail sur le parti, sur la vie des fédérations de province, l'implantation du P.S.U., les espérances ; 8°) Pages culturelles. Une page est suffisante, mais j'aimerais davantage de critique sur les films de cinéma. Comme je vais au cinéma très rarement je pourrais faire plus facilement mon choix.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article sur les magazines féminins, j'ai eu l'occasion de lire quelques-unes de ces revues, eh bien ! vraiment elles ne m'ont pas plu. J'ai trouvé ces romans d'amour complètement idiots, ils se terminent tous de la même manière et à côté de ça il n'y avait rien de captivant.

Si un jour la gauche éditait une revue, voilà ce que j'aimerais y trouver : un roman qui soit passionnant à lire, une page de mode avec des modèles de tricots pour toute la famille, des recettes de cuisine par trop

compliquées et pas trop chères que je pourrais confectionner, une page pour les enfants, pour nous donner des conseils, une page ou deux sur les joies du plein air, le camping, la voile, la pêche, etc, et puis nous faire connaître des petits coins de France agréables et tranquilles pour les vacances. Et puis, bien sûr, un peu de politique pour initier un peu les femmes qui ne s'intéressent guère à ça et pourtant !

Je vous signale aussi que je ne pense pas que ces revues : « Nous deux », « Intimité », etc., influencent les femmes pour voter, que je connais une femme qui les lit et elle ne s'est pas encore fait inscrire sur les listes électorales. Et j'en connais d'autres qui demandent à leur mari pour qui et comment elles doivent voter.

En attendant de trouver une revue intéressante à lire, je me contente de « Plein air, camping », le « Canard Enchaîné » et depuis peu T.S.

Le Congrès d'Alfortville

Le camarade Raoult, de la section de Vitry, regrette le peu de place accordé par T.S. au congrès d'Alfortville (« alors que pour le congrès de Clichy nous avions droit à douze pages ». Et il ajoute : « Même si ce congrès a été un « tragique affrontement, même si ce congrès n'a pas été ce que nous espérons les uns et les autres, il ne faut pas avoir peur de le dire et, en fin de compte, il faut que, dans l'esprit de chacun, il reste le congrès de la Confrontation dans l'unité, et que nous scellions cette unité en nous regroupant autour du nouveau C.P.N. et de la délégation permanente.

« En revanche, ces derniers se devront d'aplanir toutes les divergences apparues au cours du congrès, de mettre sur pied un programme capable d'entraîner l'ensemble du parti vers des luttes nouvelles pour la chute du pouvoir gaulliste et l'accession de notre pays au socialisme. »

Plus loin, Raoult écrit encore : « Pour en revenir à Tribune Socialiste, malgré tout, ma déception a été compensée par la Table ronde des syndicalistes des P.T.T. Ayant travaillé de nombreuses années dans cette administration, je connais personnellement certains d'entre eux ; les autres me sont familiers par leurs écrits ou leur présence dans les meetings ; connaissant le mal qu'a fait la scission dans les P.T.T., inutile de dire la joie que j'ai éprouvée de les voir tous ensemble. »

2 splendides volumes de
VICTOR HUGO
à des conditions exceptionnelles

ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES

L'œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire française, et par son rayonnement politique l'Histoire tout court.

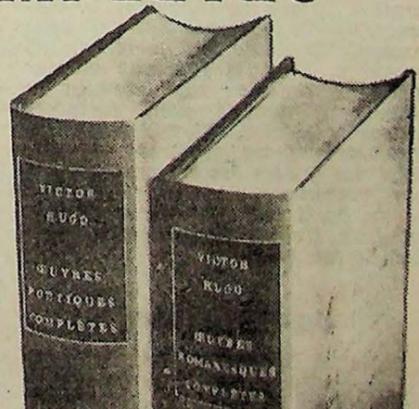
Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo dispersées dans plus de vingt recueils la plupart introuvables. Ce volume : 153 873 vers, 13 millions de caractères, est enrichi de toutes les tables nécessaires et d'une chronologie illustrée de 40 pages.

Le triomphe à la Foire du livre de Francfort de ce chef-d'œuvre de l'édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES

MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc... complétés par certains textes inconnus. Cette magnifique édition comporte, en outre, un cahier de trente pages d'illustrations, reproduisant les dessins qu'avait prévus pour ces romans cet artiste de génie : Victor Hugo lui-même.

Chaque volume 21x27, 1600 à 1800 pages, sur beau papier, tranche supérieure dorée, est en vente séparément.

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.



CONDITIONS DE VENTE (FRANCE MÉTROPOLITAINE)

- 1°) Chaque volume (vendu séparément) 13 F, 50 par mois (10 versements) 42 F par mois (3 versements) 120 F comptant.
- 2°) Les 2 volumes commandés ensemble : 26 F par mois (10 versements) 80 F par mois (3 versements) 228 F comptant.

LIVRAISON IMMÉDIATE A DOMICILE TRANSPORT, EMBALLAGE GRATUITS FACILITÉ DE RETOUR.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Cocher la case précédant la formule choisie.

Veuillez m'adresser les 2 volumes de Victor Hugo 1 seul volume : Les Œuvres Je choisis de régler comptant en 3 mensualités en 10 mensualités.

RÈGLEMENT COMPTANT

Veuillez trouver ci-inclus le montant de ma commande, libellé au nom de la Librairie Pilote soit : Frs en un chèque chèque postal (Librairie Pilote 13.905.31 Paris) avec ses trois volets mandat Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement.

Je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures la colis dans son emballage d'origine et en ce cas, je serai immédiatement remboursé.

Nom Profession Adresse
n° C.C.P. ou bancaire Signature

SERVICE TRIBUNE SOCIALISTE

RÈGLEMENT PAR MENSUALITÉS

Veuillez trouver ci-inclus le montant de la première mensualité, libellé au nom de la Librairie Pilote soit : Frs en un chèque joint chèque postal (Librairie Pilote 13.905.31 Paris) avec ses trois volets mandat Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la 1^{re} mensualité.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)... la dernière merveille (L'EXPRESS)... l'indispensable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)... la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

AU seizième siècle, la théorie de Ptolémée rejoint celle de la Bible et dépeint la Terre comme un astre fixe autour duquel tournent d'autres astres, le Soleil, la Lune. Elle, est centre du monde, et en son centre réside l'Eglise éternelle, centre de la Terre. Copernic menace le premier ce subtil ordonnancement : vers 1530 il émet l'hypothèse selon laquelle la Terre pourrait bien n'être qu'un satellite du soleil, parmi d'autres. Une telle théorie qui sape l'autorité de Rome en contestant une cosmogonie déterminée par la théologie et non d'après la raison, apparaît tout de suite menaçante : elle est étouffée.

Sa vie

Galilée, né en 1564, mène d'abord des travaux sur les lois de la chute des corps, l'oscillation du pendule, l'hydrostatique : il bénéficie pour cela d'une aide parcimonieuse de la République de Venise. Elle ne lui suffit pas. Il part à Florence où, si l'influence de l'Inquisition est grande, les avantages matériels la contrebalancent. Après avoir fabriqué une lunette d'observation (dont Brecht conteste la paternité à Galilée), Galilée étudie en 1610 les phénomènes célestes qui démontrent le système de Copernic. L'Institut de Recherches du Vatican confirmera les découvertes en 1616. Mais l'Eglise qui voit parfaitement le danger politique d'une science ignorant les concepts interviens. La théorie de Copernic est mise à l'index. Pendant huit ans Galilée se tait. A la faveur d'un changement de Pape — le nouveau, mathématicien, est favorable aux recherches de Galilée — Galilée reprend ses travaux. L'Inquisition qui assure la permanence du pouvoir temporel convainc logiquement Urbain VIII d'intervenir. Galilée menacé de torture rétracte sa théorie de la rotation de la Terre. « L'an mil six cent trente-trois, le vingt et deux juin. En ce jour mémorable et pour vous et pour moi — Moment parmi tant de moments — Où l'âge de raison aurait pu commencer ». Il cessera pratiquement toute activité scientifique.

Le drame en premier

La pièce de Brecht suit fidèlement la biographie véritable de Galilée. Mais, comme toujours chez lui, le personnage importe moins que son drame. Le motif dominant est celui du rôle de la science pour l'entrée dans « l'âge nouveau », du refus de Galilée d'assurer toutes les tâches historiques à quoi ses recherches devaient le conduire (son refus par exemple de s'appuyer sur les masses qu'on lit dans la scène avec Matti) son crime : l'abjuration. Brecht ne juge pas : Galilée dans la scène finale expose à son disciple les raisons qu'il trouve pour dénoncer son comportement. Sa faiblesse d'homme, sa peur ; la science si elle ne veut se condamner ne doit pas perdre de vue son but qui est d'alléger l'existence humaine.

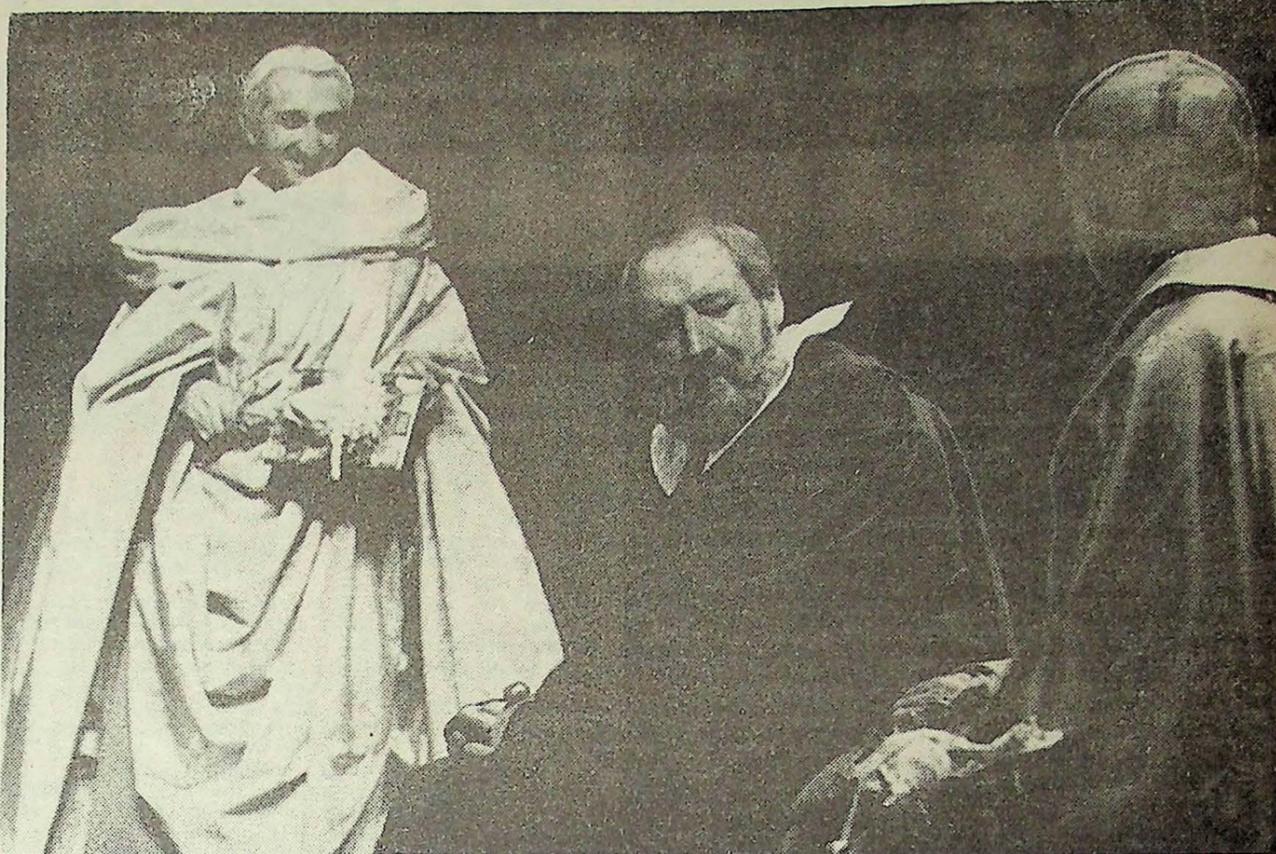
La mise en scène de Wilson est ronde, bonhomme : elle adoucit les conflits, efface sensiblement la violence des oppositions. Elle fait trop souvent du texte des morceaux de bravoure. C'est le reproche majeur qu'on peut faire : une absence de rigueur d'intensité dont certaines scènes capitales, l'habilement du Pape notamment, souffrent. La subtilité des teintes des costumes choisis par Manessier ravit l'œil : elle conserve un parti pris de décoration harmonieuse. L'ensemble manque de lien, d'unité, de fond.

Un déséquilibre

Quant à la distribution elle aussi est déséquilibrée. Les plus intégrés à leur rôle ne semblent être Martinelli (le cardinal Inquisiteur), Mazotti (le cardinal Bellarmin), et finalement Wilson dès lors qu'on accepte sa conception de Galilée.

Ces représentations ne feront certes pas oublier celles du Berliner Ensemble. Mais elles constituent avec évidence l'événement théâtral de la saison. Il fallait un grand courage pour se lancer dans une telle aventure. Le résultat est plus qu'honnête. A voir sans faute.

Emile COPFERMANN.



(Photo Tribune.)

Pazzotti : Bellarmin, Georges Wilson : Galilée et René Fleur : Barberini.

Cinéma

IL POSTO

d'Ermanno Olmi

LE Studio de l'Etoile vient de présenter la deuxième œuvre d'Ermanno Olmi : Un jeune homme, Domenico, fils d'ouvrier, habite dans la banlieue de Milan. Convoqué à un examen écrit et psychotechnique pour entrer dans une grande société de Milan, il rencontre une candidate, Antonietta. Il fait très vite connaissance et en tombe amoureux ; tous deux sont reçus, mais, employés dans différents services de la société, ils se perdent de vue. (Lui est planton dans une annexe de la maison.)

Un jour Antonietta invite Domenico au bal de la Saint-Sylvestre. Le jeune homme y va, mais la jeune fille ne vient pas, il ne la reverra plus. Seul, il parvient tout de même à se distraire. Puis, c'est de nouveau la vie quotidienne et le travail de planton. Un employé de bureau meurt (c'est visiblement un suicide). Domenico prend sa place ; il peut enfin s'asseoir devant un vrai bureau.

On peut s'étonner d'une telle simplicité du sujet. E. Olmi montre un monde quotidien, il en scrute toutes les manifestations, de la subtilité des amours adolescentes à la fine caricature des employés de bureau ; ce film constitue une sorte de chronique en deux temps :

- d'une part, la vie privée des employés ;
- d'autre part, leur travail.

Et, cela va de soi, E. Olmi surmonte de façon dialectique ces deux éléments en stigmatisant les rapports vie privée-travail ; ce rapport est presque toujours négatif et aboutit à la condamnation de la bureaucratie.

Le travail de Domenico empêche celui-ci de voir Antonietta qui sort du bureau avant lui. Il en est profondément déprimé. Quant au travail, le metteur en scène nous fait comprendre que, sans la mort d'un employé, Domenico serait resté planton toute sa vie. On ne peut que frémir devant cet univers bouché de la bureaucratie qui tue l'humanité, nie la responsabilité et confine un homme à un poste dégradant.

Enfin, sur le plan du style, une photo très bonne de Lamberto Talmi, qui rivalise parfois avec celle de nos meilleurs opérateurs français : prises de vues à la sauvette dans la rue, décors naturels, etc.

Mais c'est surtout dans l'intimité des rapports entre Domenico et Antonietta que la caméra excelle à déceler les signes secrets de l'amour naissant.

Bonne interprétation des acteurs principaux.

Pierre UYTTERHOEVEN.

La Religieuse

de Diderot

« **L**A RELIGIEUSE » décrite par Denis Diderot, dans un roman, le devient malgré elle, sur l'intervention autoritaire de sa famille et le récit du fondateur de l'Encyclopédie décrit le combat d'une conscience naissante, le combat d'une jeune fille pour son émancipation sociale. L'œuvre n'est sans doute pas, à proprement parler, un pamphlet anticlérical. Mais l'Eglise est présente dans sa fonction d'ordre et l'athéisme, le matérialisme de l'auteur transparaissent naturellement. La première petite trahison de l'adaptateur Jean Gruault, réside ici : le désamorçage du contenu. Et Jacques Rivette déclarait voir là une œuvre élégante ; du « Marivaux ». Ainsi sa mise en scène gomme-t-elle encore la violence qui aurait encore pu y demeurer. La seconde tient à la démarque même. Diderot a écrit pour le théâtre (et notamment ce « Neveu de Rameau » qu'on joue ces jours-ci) il a écrit sur le théâtre (et notamment le classique « Paradoxe du comédien ») ; il a même défini un genre nouveau : le drame bourgeois. Transcrire l'un de ses romans pour le théâtre se justifiait difficilement. Il aurait fallu que le résultat apparût avec la force d'une évidence pour qu'on oublie ces réserves. Or, le résultat est médiocre : une succession mécanique de scènes schématiques.

Télévision

Inconséquence et illogisme

L'émission consacrée par Frédéric Rossif à la bataille de Stalingrad a été supprimée du programme. Le motif ? L'interview de M. K., jugée partielle, sortant du cadre historique et faisant œuvre de propagande. Dame T.V. et M. Bordaz sont devenus bien chatouilleux sur le chapitre de l'objectivité ! Sollicitant le Premier soviétique, il n'était pas nécessaire d'être grand clerc pour savoir que celui-ci dénoncerait le militarisme allemand. Alors, pourquoi avoir monté l'émission ?

Quant à la propagande, il faut avoir oublié la série d'émissions faites par l'ineffable Maurice Schumann qui traitait des rapports Est-Ouest avec une désinvolture qui n'avait d'égale que sa mauvaise foi et son indigence intellectuelle. Mais c'était sans doute de l'« information ». Car à notre T.V. est propagande ce qui va à l'encontre des objectifs de Ma grandeur, est information ce qui sert les desseins gaullois...

Le Chemin de Damas ne verra sans doute jamais la lumière de nos récepteurs. Il paraît que la vérité historique ayant été malmenée par l'auteur, les téléspectateurs — ces enfants ! — ne pourront le voir que lorsqu'ils auront la possibilité de choisir un programme, lisez quand la seconde chaîne fonctionnera. D'ici là, les émissions qui risqueraient de heurter les convictions des uns ou des autres doivent être proscrites.

Adorable Anna Karina

Il semble que toute l'opération ait consisté à mettre en valeur l'adorable Anna Karina. A dessein j'écris adorable : c'est-à-dire digne d'être adorée. Etant entendu que l'adoration ne suppose pas la réflexion. Elle est jolie, possède de la « présence », et se trouve d'autant mieux que la distribution, autour d'elle court du meilleur au pire. Citons le meilleur : Nathalie Nerval, Bernard Rousselet. Citons aussi la musique de scène de Philippe Arthuys (frère du célèbre Jean Arthuys) et disons que la soirée serait fort agréable s'il ne s'agissait précisément et de « La Religieuse » et de Diderot.

E. C.

Au Studio des Champs-Élysées.

Au théâtre de l'Etoile, Michel Joch a bavardé avec Yves Montand

ON PEUT REFUSER D'APPARTENIR A UN PARTI

ON NE PEUT SE DESINTERESSER DE LA POLITIQUE

YVES MONTAND, ce n'est pas une vedette ordinaire. Depuis quinze ans, Paris, New York et Moscou lui font la fête chaque fois qu'il chante... Sans chiqué, chemise marron et col ouvert, c'est du direct, du solide, du sincère ; pas d'autre explication au succès et, en plus, Montand a des idées et il les exprime, alors forcément ça choque. Quand il dit qu'un chat est un chat, il y a toujours quelqu'un pour déclarer que, bien sûr, c'est un chat, mais un chat rouge ou un chat petit-bourgeois... Finalement, on s'y perd un peu.

Je m'y perdis aussi. La solution : aller voir sur place. Un rendez-vous à l'Etoile, et c'est le Montand que j'attendais, franc, pas cabot, le gars qui ne fait pas retoucher ses photos et qui vous parle comme à un vieux copain.

T.S. — J'ai fait un petit Gallup avant de venir vous voir : j'ai demandé à des camarades quelle question ils aimeraient poser à Montand. Ils m'ont tous répondu : « Pourquoi va-t-il si souvent en Amérique ? »

— Je pense que les camarades, comme vous dites, font du sectarisme, et le sectarisme, qu'il soit prolétaire ou pas, n'est pas très bon. Je ne vais pas en Amérique tout le temps ; j'y suis allé, il a fallu que je me batte et j'ai gagné sur le plan professionnel, dans mon *One Man Show*, qui était sans concessions, avec les chansons que je chante à l'Etoile. On m'a proposé des films américains ; j'aurais été léger de les refuser, et sous quel prétexte ? Cela ne m'empêchait pas de condamner ce qu'il y avait à condamner, comme ce qui se passait dans le sud des Etats-Unis, et qui est comparable au problème algérien en France...

« Je voudrais, à ce propos, demander à certains de vos camarades ce qu'ils ont fait pendant la guerre d'Algérie, s'ils ont vraiment pris des positions positives, ou s'ils se sont contentés de signer des pétitions?... Eux, ils savent ce que je fais, moi, je ne sais pas ce qu'ils font, mais je sais qu'il qu'il n'y a pas un ouvrier de chez Renault qui a débrayé parce qu'un matin, un gars, un Algérien, avait été matraqué dans la nuit... Ça, je ne l'ai jamais vu, alors, attention, hein !... Il y a cinq ou six ans, je n'aurais pas parlé comme ça. Depuis, beaucoup de choses se sont produites, même dans la classe ouvrière : 80 p. 100 des gens ont voté pour de Gaulle, même une partie de la classe ouvrière : alors, il faut qu'ils tournent bien leur langue dans leur bouche maintenant avant de porter un jugement sur quelqu'un... »

« J'ai été invité en Amérique par Kennedy ; j'avais enregistré une déclaration à la télévision, elle a été coupée pour des raisons que nous connaissons maintenant : je déclarais que j'étais prêt à aller devant n'importe quel chef d'Etat, excepté Franco, parce que, pour moi, il symbolise le fascisme, et comme je suis un vrai démocrate, je n'irai pas travailler pour un fasciste, c'est tout... Toute question politique pour moi s'arrête là. Je ne veux pas porter de drapeau ou de trucs comme ça, je n'ai jamais appartenu à aucun parti, mais je ne veux pas non plus dire : « Vous comprenez, moi, je suis artiste, alors, la politique ça ne m'intéresse pas. » Ça, c'est une forme de dégonflage dégueulasse ; certains font ça, pas moi.

« Je suis conscient, artiste ou ouvrier, d'appartenir à une nation, à une communauté humaine. Tu comprends, tu ne peux pas t'en désintéresser sous prétexte que tu gagnes du pognon, qu'est-ce que ça veut dire ça ? Mais, cela dit, quand je prends une position maintenant, je veux être sûr qu'elle est juste. Il y a des choses sur lesquelles je n'ai pas besoin d'être convaincu : je suis contre la guerre, contre la bombe atomique, contre le colonialisme, contre la torture, toutes ces choses qui, pour nous, sont élémentaires, mais qui ne le sont pas encore pour tout le monde : on pense que tu fais de la politique quand tu dis ça. Là-dessus, il ne faut pas tergiverser, il faut rester ferme. Maintenant, pour le reste... »

T.S. — « *Candide* » a écrit que vous étiez de gauche, et vous seriez

P.S.U. si le P.S.U. n'était pas si bête. Vous considérez-vous comme un homme de gauche ?

— « *Candide* » dit beaucoup de choses. Oui, je crois qu'instinctivement, de par la classe d'où je viens, je suis un homme de gauche. Mais, finalement, il y a beaucoup de gauches en France... C'est peut-être une bonne chose...

T.S. — Non ! c'est une mauvaise chose...

— Oui, j'allais le dire, c'est dangereux, parce que, finalement, il n'y a plus de gauche, il n'y a plus que des hommes de bonne

faire de très bonnes choses mais, l'année d'après, il peut très bien rester sec... Moi, je peux changer de thème, vous comprenez, je ne suis pas limité.

T.S. — Votre public a-t-il changé depuis vos débuts ?

— Je ne pense pas avoir « mon public ». Il y a, bien sûr, des gens qui viennent me voir par fidélité, comme quand je vais voir le père Maurice ou les Frères Jacques pour retrouver les vieilles chansons que j'ai aimées. Ça pose d'ailleurs un problème, parce qu'il faut contenter les gens qui



Yves Montand à Michel Joch (de dos) : « Je gagne de l'argent, mais je ne trafique ni sur la piastre ni sur le dollar. »

(Photo Jacques DIRAND.)

volonté... Mais je me suis aperçu en voyageant qu'il y a aussi des gens très bien, quelle que soit leur condition sociale. Ce n'est pas essayer d'arrondir les angles, mais il y a des gens qui sont très propres, et pas forcément à gauche. Bien sûr, il y a le diable qui rêve d'Hitler, celui-là, il faut le soigner — je ne dis pas qu'il faut le tuer — mais il y a des gens très bien : par exemple, je peux vous certifier que la famille Kennedy est une famille bien. Bon, il défend ses intérêts, il défend sa classe, mais pour le Sud, qui est un problème terrible, il se bat comme un lion. D'un autre côté, il défend les trusts, d'accord, mais c'est quand même un mec capable de prendre une position et de s'y tenir quand il croit qu'elle est juste. Maintenant, il peut se tromper aussi...

T.S. — Vous êtes une des seules grandes vedettes à ne pas composer. Avez-vous des ennuis pour trouver les vingt-cinq chansons de votre récépissé actuel ?

— Oui, bien sûr, car j'estime qu'il faut faire une différence entre un chanteur-compositeur, et ce que j'appellerai un interprète de type music-hall comme l'est Chevalier, ou, dans son domaine, Marcel Amont, ou comme je le suis. Il est de plus en plus difficile de trouver des chansons qui soient typiquement des chansons de music-hall comme *Le Chef d'orchestre*, *Une demoiselle sur une balançoire* ou *Sir Godfrey*, parce que les auteurs veulent écrire des chansons qui soient tout de suite bonnes pour le disque, et gagner de l'argent le plus vite possible ; finalement, ils perdent de vue ce qu'est le vrai music-hall...

Mais j'ai de la veine tout de même par rapport aux chanteurs-compositeurs, parce que je ne suis pas prisonnier de ce que j'écris.

Par exemple, le père Brassens, que j'estime être le plus grand « faiseur » de chansons, est obligé de s'isoler au moins deux ans pour faire deux ou trois chansons qui percent. S'il a une année de veine, il peut

viennent pour entendre *Les Feuilles mortes*, et la critique qui veut du nouveau... Je parle de la bonne critique, pas de celle qui vous attaque pour des questions extra-professionnelles.

T.S. — Avez-vous une chanson préférée ?

— J'ai pour toutes une certaine affection parce qu'elles m'ont toutes demandé du travail, celles qui marchent bien, comme *Syracuse* ou *La Rose*, et les autres... J'ai, bien sûr, un faible pour les chansons de Jacques Prévert, que j'ai été le premier à porter à la scène. Ça peut paraître enfantin, mais j'ai dû me battre quatre ans pour imposer des choses aussi simples que *Les Feuilles mortes* ou *Les Enfants de Broadway* parce que, alors là, ça a été à coups de mitraillette !... J'aime aussi les chansons de mon ami Crolla, et celles de Lemarque, *Quand un soldat* ou *A Paris*, qui sont pour moi les plus belles chansons qu'il ait écrites.

T.S. — Etes-vous content dans la vie ?

— Oui, je suis content, avec les problèmes de tout un chacun, sauf celui du pognon, c'est déjà beaucoup et je ne veux pas faire de démagogie imbécile... Je sais que je suis un Monsieur qui gagne bien sa vie, j'en profite, je ne le vole pas, je ne trafique pas sur la piastre ou le dollar. Mais, en dehors de ça, j'ai les mêmes problèmes que tous les gars. Je leur souhaite le frigidaire, la machine à laver, la télévision, il faut qu'on se batte pour qu'il l'aient, mais ce n'est pas ça qui leur donnera forcément la joie et l'équilibre ; ça les aidera, mais je pense que le bonheur se gagne personnellement, et ça, aucun régime politique ne vous l'apportera...

« Maintenant je porte une grande attention à mes amis — qui sont aussi les vôtres — c'est très important, ça : mériter l'amitié... »

(Interview recueillie par Michel Joch.)